

PÉTROLE
Le Brent
s'approche
des 100 dollars
le baril

P 16

RÉHABILITATION DES RÉSEAUX ENDOMMAGÉS
 EN TEMPS RECORD

Mobilisation exceptionnelle de Sonelgaz et de l'ADE

La mobilisation des entreprises publiques a permis de rétablir en un temps record les principaux services essentiels dans les zones touchées par les récents incendies de forêt. Grâce aux interventions conjointes de Sonelgaz et de l'Algérienne des Eaux (ADE), plusieurs centaines de kilomètres de réseaux électriques et hydrauliques ont été réparés ou remplacés, ce qui a permis de rétablir l'alimentation en électricité et en eau dans de nombreuses communes et villages sinistrés.. P 3



**SIGNATURE D'UNE
 CONVENTION-CADRE
 AVEC LE CRE D'ANNABA**
Asmidal se prépare
aux nouvelles
exigences carbone
de l'UE

Une convention-cadre d'une durée de cinq ans, accompagnée d'un contrat d'application, a été signée lundi au siège de Fertial à Annaba entre le groupe Asmidal et le Centre de recherche en environnement d'Annaba (CRE), a indiqué le groupe dans un communiqué.

P 2

ALGÉRIE-FRANCE

Les échanges
commerciaux reculent
de 13 % en sept mois

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la France ont enregistré un recul au cours des sept premiers mois de 2026, avec un volume cumulé estimé à 4,8 milliards d'euros, contre environ 5,5 milliards durant la même période de 2025, soit une baisse de près de 13 %. Cette évolution traduit un ralentissement des flux dans les deux sens, dans une relation économique où l'Algérie conserve toutefois des atouts importants, notamment grâce à ses exportations énergétiques et au poids de son marché.

P 3

BUDGET 2027

Le ministère
de l'Energie définit
ses priorités

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion de travail de la commission de coordination du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, consacrée à l'examen et à la discussion des orientations générales pour l'élaboration du budget du secteur au titre de l'année 2027.

P 5

COOPÉRATION MINIÈRE

L'Inde affiche son intérêt
pour les opportunités offertes
par l'Algérie P 4

HYDROCARBURES

L'Algérie et l'Azerbaïdjan
examinent les moyens de
renforcer le partenariat P 3

BOUIRA-MILA-GUELMA

Début de la remise
des décisions
d'indemnisation aux sinistrés
des incendies P 6

SIGNATURE D'UNE
CONVENTION-CADRE
AVEC LE CRE D'ANNABA
**Asmidal se prépare
aux nouvelles
exigences carbone de
l'UE**

Une convention-cadre d'une durée de cinq ans, accompagnée d'un contrat d'application, a été signée lundi au siège de Fertial à Annaba entre le groupe Asmidal et le Centre de recherche en environnement d'Annaba (CRE), a indiqué le groupe dans un communiqué. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du président-directeur général du groupe Asmidal, Mohamed Noureddine Benkada, de la directrice générale du CRE, Zihad BOUSLAMA, ainsi que de cadres des deux parties. Cette convention s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du système MRV (Measurement, Reporting and Verification – Mesure, déclaration et vérification), conformément à la norme ISO 14064:2018, au niveau des deux unités de production de Fertial à Annaba et Arzew. Cette démarche vise notamment à permettre aux deux sites de répondre aux exigences du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne, dispositif destiné à prendre en compte les émissions de carbone associées à certaines marchandises importées sur le marché européen. La mise en place de ce système doit également contribuer à sécuriser et préserver les exportations de Fertial vers le marché européen, en renforçant la capacité de l'entreprise à mesurer, déclarer et vérifier ses émissions de gaz à effet de serre selon les normes internationales en vigueur. À travers cette coopération, le groupe Asmidal entend renforcer sa démarche en matière de développement durable et accompagner la transition vers une industrie davantage respectueuse de l'environnement, tout en consolidant la compétitivité de ses activités sur les marchés extérieurs.

Z. R.

MARCHÉS FINANCIERS ISLAMIQUES

Lancement du premier master professionnel spécialisé

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a annoncé hier le lancement, à partir de l'année universitaire 2026-2027, du premier master professionnel spécialisé en marchés financiers islamiques, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Par Z. R.

Cette nouvelle formation s'inscrit dans le cadre des efforts visant à développer le marché financier algérien et à renforcer l'écosystème de la finance islamique, a précisé la COSOB dans un communiqué. Le lancement de ce master intervient en vertu de la décision n°45 du 3 septembre 2026, portant habilitation des établissements d'enseignement supérieur à assurer plusieurs formations diplômantes au titre de l'année universitaire 2026-2027. La formation sera supervisée et suivie par la COSOB, en collaboration avec l'Université d'Alger 3 et l'Institut de formation bancaire, avec pour objectif d'associer l'encadrement académique à une expertise professionnelle appliquée dans le domaine des marchés financiers islamiques. Destiné en priorité aux professionnels et acteurs des secteurs financier

et bancaire, des assurances ainsi qu'aux entreprises cotées en Bourse, ce master prévoit 60 places pédagogiques. Les candidats doivent notamment être titulaires au minimum d'un diplôme de licence et justifier d'une expérience professionnelle dans les domaines liés à la spécialité, ajoute la même source. S'étalant sur deux années, le cursus combine des enseignements académiques et pratiques encadrés par des enseignants universitaires, des experts et des spécialistes disposant d'une expérience dans le domaine de la finance et des marchés financiers islamiques. La formation relève du domaine des sciences économiques, de gestion et commerciales, filière sciences financières et comptabilité, sous la spécialité « Marchés financiers islamiques ». À travers ce cursus, la COSOB entend contribuer à la formation de compétences capables de maîtriser à la fois les fondements théoriques et les applications

professionnelles liées à la finance islamique. Le lancement de ce master intervient dans un contexte marqué par le développement progressif de la finance islamique en Algérie et par la recherche de nouveaux mécanismes susceptibles de diversifier les sources de financement de l'économie nationale. À ce titre, la formation devrait notamment permettre de mieux maîtriser les instruments de financement conformes aux principes de la finance islamique, dont les sukuk, présentés comme l'un des mécanismes pouvant contribuer à élargir les possibilités de financement au-delà des instruments traditionnels. Pour la COSOB, cette initiative constitue ainsi une étape dans le développement d'un capital humain spécialisé, à même d'accompagner l'évolution des marchés financiers islamiques et leur intégration dans le système financier national.

RENTRÉE SCOLAIRE

Des sorties pour s'enquérir de la disponibilité des manuels et fournitures scolaires dans les marchés de proximité d'Alger

Les walis délégués des circonscriptions administratives de la wilaya d'Alger ont effectué des sorties de terrain dans les marchés de proximité dédiés à la vente des fournitures scolaires pour s'enquérir de la disponibilité des manuels et des articles scolaires, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, indique mardi un

communiqué des services de la wilaya. "En prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, les walis délégués des circonscriptions administratives ont effectué des sorties de terrain au niveau des marchés de proximité dédiés à la vente des articles et fournitures scolaires, où ils se sont enquis de la disponibilité des manuels, fournitures et articles

scolaires, tout en insistant sur la nécessité de garantir leur disponibilité à des prix abordables, permettant ainsi aux parents d'élèves d'acquiescer les besoins de leurs enfants dans les meilleures conditions", précise la même source. Par ailleurs, les services de la wilaya d'Alger ont procédé, au début de la semaine, à l'installation de 20

marchés de proximité, en vue de rapprocher les espaces de vente des citoyens, en prévision de la rentrée scolaire, précisant que la liste et les emplacements de ces marchés sont disponibles sur le lien suivant :www.facebook.com/share/p/18PVVmnMqj/?mibextid=wwXlfr, conclut le communiqué. APS

RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Le ministre Baddari inspecte la cité universitaire de Blida

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a effectué une visite d'inspection à la cité universitaire de Blida et à ses différentes structures, indique un communiqué du ministère. A l'entame de cette visite effectuée lundi, M. Baddari a tenu une réunion de coordination avec le recteur et les cadres de l'université, au cours de laquelle il a salué "les résultats obtenus par les chercheurs dans le domaine des puces électroniques", appelant à "redoubler d'efforts dans ce domaine stratégique et à développer la formation en intelligence artificielle, conformément au plan stratégique de développement de l'établissement", précise la même source.

Le ministre a également souligné l'importance de "renforcer le double diplôme, d'activer la plateforme +Study in Algeria+ et d'ouvrir l'université aux activités scientifiques, d'innovation et culturelles jusqu'à 22h00". A cette occasion, M. Baddari a inspecté les résidences universitaires 7, 6 et 2 à Blida, où il s'est enquis de leur niveau de préparation et des différentes dispositions visant à "garantir à l'étudiant des conditions d'hébergement et d'études adéquates". Il a également examiné l'état d'avancement des travaux d'aménagement et de réhabilitation, l'état général des chambres, ainsi que les mesures de sécurité et l'aménagement des structures destinées aux personnes à besoins spéci-

fiques afin de garantir leur accessibilité. Il a également visité la résidence universitaire n 5, dont les travaux de réhabilitation ont été achevés, tandis qu'il a été décidé d'entamer la réhabilitation de la résidence n 2 selon les normes de qualité", note le communiqué. Dans ce cadre, le ministre a rappelé que la résidence universitaire "n'est pas un simple espace d'hébergement, mais un prolongement du campus universitaire et un espace favorisant l'apprentissage et la réussite". Il a, à ce titre, inspecté la disponibilité d'espaces appropriés pour les études et la révision, ainsi que des équipements et moyens informatiques destinés aux étudiants ne disposant pas d'ordinateurs personnels. Par ailleurs, M.

Baddari a appelé à "accorder une attention particulière aux étudiants de première année, considérés comme ceux ayant le plus besoin d'accompagnement afin d'éviter les difficultés et l'abandon des études", tout en "réunissant les conditions adéquates pour accueillir et accompagner les étudiants internationaux, notamment en matière d'adaptation à l'environnement universitaire et au système d'enseignement, mais aussi d'aplanissement des difficultés liées à la langue et à l'intégration, ainsi que de garantir leur accès aux différentes œuvres universitaires, dans le cadre de l'ouverture de l'université algérienne sur son entourage international".

APS

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉHABILITATION DES RÉSEAUX ENDOMMAGÉS EN TEMPS RECORD

Mobilisation exceptionnelle de Sonelgaz et de l’ADE

La mobilisation des entreprises publiques a permis de rétablir en un temps record les principaux services essentiels dans les zones touchées par les récents incendies de forêt. Grâce aux interventions conjointes de Sonelgaz et de l'Algérienne des Eaux (ADE), plusieurs centaines de kilomètres de réseaux électriques et hydrauliques ont été réparés ou remplacés, ce qui a permis de rétablir l'alimentation en électricité et en eau dans de nombreuses communes et villages sinistrés.

Par Selma R.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre des instructions données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait ordonné une prise en charge rapide des populations affectées ainsi que la réhabilitation des infrastructures endommagées. Face à l'ampleur des dégâts provoqués par les incendies, les équipes techniques des entreprises publiques ont été déployées dans plusieurs wilayas, notamment Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou et Skikda. Dans le secteur de l'électricité, l'ampleur des dommages était particulièrement importante. Selon Khalil Hedna, directeur de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, pas moins de 189 186 abonnés ont été affectés par les coupures provoquées par les incendies, qui ont également détruit plus de 636 kilomètres de câbles et de lignes électriques. Dès le déclenchement des sinistres, une cellule de crise a été mise en place afin de coordonner les interventions et d'assurer la sécurité des populations. Des coupures préventives de l'électricité et du gaz ont ainsi été décidées dans certaines zones exposées, avant le déploiement des équipes chargées de rétablir progressivement les réseaux. Au total, 409 interventions de réparation ont été réalisées par les équipes spécialisées de Sonelgaz, avec le concours d'entreprises privées agréées mobilisées en renfort. La priorité a été accordée aux infrastructures vitales, notamment les établissements hospitaliers et les installations liées à l'alimentation en eau potable. « La totalité du réseau endommagé a été réparée », a indiqué Khalil Hedna à la « Chaîne I » de la radio nationale, soulignant que l'électricité a été rétablie pour l'ensemble des abonnés concernés. Cette remise en état a également permis de préparer les établissements scolaires affectés par les incendies en vue de la rentrée scolaire. La même dynamique a été observée

dans le secteur de l'eau. L'Algérienne des Eaux a mobilisé d'importants moyens humains et matériels afin d'assurer, dans un premier temps, l'alimentation en eau des opérations de lutte contre les incendies, puis de procéder à la réhabilitation des infrastructures hydrauliques endommagées. Une centaine de camions-citernes ont ainsi été mobilisés, dont 70 relevant directement de l'ADE, auxquels se sont ajoutés les moyens des collectivités locales et de l'Armée nationale populaire, permettant notamment d'approvisionner les véhicules de la Protection civile engagés sur le terrain. Une fois la phase d'urgence passée, les équipes de l'ADE ont engagé une vaste opération de remise en état des réseaux, qui a concerné 35 communes et près de 110 villages dans les wilayas les plus touchées. Plus de 149 kilomètres de conduites d'eau destinées au transport et à la distribution ont ainsi été remplacés. Pour Charef Salah Eddine, directeur central à l'ADE, cette opération a nécessité une mobilisation exceptionnelle des ressources de l'entreprise : plus de 120 équipes, représentant plus de 480 agents issus de 30 unités de wilaya, ont été engagées sur le terrain, aux côtés d'équipes provenant des filiales SEAAL, SEACO et SEOR, dans le cadre d'une opération de solidarité inter-wilayas. La rapidité des interventions s'est notamment illustrée à Jijel, où la station de traitement de El Agrem a été remise en service en moins de 24 heures. Les équipes ont également procédé à la réparation de plusieurs stations de pompage et de forages afin de rétablir progressivement l'alimentation des populations. « Nous avons mobilisé tous les moyens nécessaires pour intervenir rapidement dans les zones sinistrées », a expliqué Charef Salah Eddine à la Chaîne I de la radio nationale, mettant en avant la coordination entre les différentes unités de l'ADE et les entreprises du secteur de l'eau. La sécurisation de l'approvisionnement ne s'est cependant pas limitée à la réparation physique des infrastruc-

tures. Afin de garantir la qualité de l'eau distribuée après les incendies, 29 laboratoires mobiles ont été déployés pour effectuer des analyses régulières des sources et des réseaux remis en service, dont 12 à Jijel et 13 à Béjaïa, wilayas qui ont concentré une grande partie de ces moyens. Cette intervention coordonnée de Sonelgaz et de l'ADE illustre ainsi la capacité des entreprises publiques à redéployer rapidement leurs moyens techniques et humains en situation exceptionnelle. La réparation de plus de 636 kilomètres de réseaux électriques et le remplacement de plus de 149 kilomètres de conduites d'eau ont permis de rétablir les services essentiels dans des territoires fortement touchés par les incendies. À cette mobilisation institutionnelle s'est ajouté un important élan de solidarité citoyenne : habitants, associations et bénévoles ont contribué aux opérations de secours en fournissant de l'eau, des vivres, des équipements et des groupes électrogènes, un engagement collectif qui a accompagné l'action des services publics dans les zones sinistrées.

COMMERCE EXTERIEUR Tebboune ordonne des mesures contre les fausses déclarations

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, lundi, une réunion pour s'enquérir de près des données publiées récemment par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et prendre les mesures nécessaires à l'encontre des auteurs de fausses déclarations, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Suite à la publication des données émanant du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a convoqué le Premier ministre et nombre de responsables directs des secteurs du Commerce et des Finances, afin de s'enquérir de près de ces données qui touchent directement à l'économie nationale et aux deniers publics, et de prendre les mesures nécessaires à l'encontre des auteurs de fausses déclarations, qui visent à épuiser les ressources du Trésor public dans le cadre d'un plan minutieusement préparé pour saper les fondements de l'économie nationale", lit-on dans le communiqué.

TRANSFORMATION D’UNE CASERNE MILITAIRE À TANEZROUFT EN PRISON

Le président Tebboune préside une réunion

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé hier une réunion de travail à laquelle ont pris part le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, Lotfi Boudjemaa, ministre de la Justice, garde des Sceaux, ainsi que des officiers supérieurs de l'Armée nationale populaire et le directeur général de l'administration pénitentiaire. Selon un communiqué de la Présidence de la République, la réunion a porté sur l'état d'avancement des travaux de transformation de la caserne militaire de Tanezrouft, dans le Grand Sud, en établissement pénitentiaire destiné aux barons de la drogue et aux trafiquants de stupéfiants, ainsi que sur les modalités de sa réception, son placement sous la tutelle du ministère de la Justice et sa mise en service.

ALGÉRIE-FRANCE

Les échanges commerciaux reculent de 13 % en sept mois

Par S. R.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la France ont enregistré un recul au cours des sept premiers mois de 2026, avec un volume cumulé estimé à 4,8 milliards d'euros, contre environ 5,5 milliards durant la même période de 2025, soit une baisse de près de 13 %. Cette évolution traduit un ralentissement des flux dans les deux sens, dans une relation économique où l'Algérie conserve toutefois des atouts importants, notamment grâce à ses exportations énergétiques et au poids de son marché. Selon les données mensuelles du commerce extérieur français, arrêtées à juillet 2026 et publiées par la douane française, les importations françaises en provenance d'Algérie se sont établies à environ 2,6 milliards d'euros entre janvier et juillet, contre 3 milliards durant la même période de 2025. Dans le

même temps, les exportations françaises à destination de l'Algérie ont atteint quelque 2,2 milliards d'euros, contre 2,5 milliards un an auparavant. La contraction concerne ainsi les deux composantes du commerce bilatéral. Les achats français de produits algériens ont diminué d'environ 13 %, tandis que les ventes françaises vers le marché algérien ont reculé de près de 12 %. Malgré ce ralentissement, l'Algérie conserve une position excédentaire dans ses échanges avec la France sur les sept premiers mois de l'année. Avec environ 2,6 milliards d'euros de produits algériens achetés par la France, contre 2,2 milliards d'euros de marchandises et services exportés par la France vers l'Algérie, l'écart atteint près de 400 millions d'euros en faveur de l'Algérie. Ce solde constitue un indicateur important dans l'analyse des échanges bilatéraux. Il montre que, malgré la baisse globale des flux, les exportations algériennes continuent de re-

présenter une part significative du commerce entre les deux pays. Les hydrocarbures occupent notamment une place importante dans les exportations algériennes vers le marché français. Le gaz naturel, le gaz naturel liquéfié et les produits pétroliers constituent une composante majeure de ces échanges. Cette position s'appuie sur les capacités de production et d'exportation de l'Algérie, ainsi que sur son rôle de fournisseur énergétique de premier plan dans la région méditerranéenne. Du côté français, les exportations vers l'Algérie ont diminué d'environ 12 % sur un an, passant de 2,5 milliards d'euros sur les sept premiers mois de 2025 à 2,2 milliards durant la même période de 2026. Ce recul ne remet toutefois pas en cause l'importance du marché algérien, qui continue d'offrir des perspectives dans plusieurs secteurs liés à son développement économique. Avec ses besoins en matière d'infrastructures, d'industrie,

d'agriculture, d'équipements et de services, l'Algérie demeure en effet un marché majeur en Afrique du Nord. La dynamique de développement engagée dans plusieurs secteurs ouvre de nouvelles perspectives aux entreprises étrangères, notamment à celles capables de s'inscrire dans les priorités nationales en matière de production et d'investissement. Le recul de 13 % des échanges entre l'Algérie et la France sur les sept premiers mois de 2026 traduit donc avant tout un ralentissement des flux commerciaux. Avec 4,8 milliards d'euros d'échanges cumulés, la relation bilatérale demeure significative, tandis que le solde commercial reste favorable à l'Algérie. La poursuite de la diversification de l'économie nationale et le développement de partenariats fondés sur l'investissement et la production locale pourraient désormais contribuer à donner une nouvelle dimension aux échanges entre les deux pays.

COOPÉRATION MINIÈRE

L’Inde affiche son intérêt pour les opportunités offertes par l’Algérie

Le ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi, a reçu lundi à Alger, l'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur minier, a indiqué un communiqué du ministère.

L'audience, qui s'est déroulée au siège du ministère, a été l'occasion pour les deux parties de passer en revue l'état de la coopération bilatérale dans le secteur minier et d'examiner les voies et moyens nécessaires pour la renforcer, ajoute le communiqué.

L'ambassadrice a salué la qualité et la profondeur des relations algéro-indiennes, en qualifiant l'Algérie de partenaire "clé et stratégique" en Afrique, réaffirmant la volonté de son pays de donner une impulsion majeure à la coopération économique bilatérale.

Elle a exprimé le vif intérêt des grands opérateurs économiques et des entreprises indiennes pour les opportunités offertes par le secteur minier algérien, notamment à la faveur du nouveau cadre législatif attractif régissant les investissements dans le domaine minier, précise la même source.

Dans sa déclaration, l'ambassadrice a mis un accent particulier sur la pleine disposition de l'Inde à engager des actions concrètes en ce qui a trait au transfert technologique à travers la mise à profit du savoir-faire de pointe des entreprises indiennes au service de la modernisation de la chaîne de valeur minière locale algérienne, l'accompagnement de la stratégie algérienne de transformation à forte valeur ajoutée des ressources minérales, l'initiation des joint-ventures mutuellement bénéfiques pour la recherche et la cartographie et l'exploitation minière avancée.

Mme Kulkarni n'a pas manqué de souligner l'importance d'un "agenda de travail partagé", visant la concrétisation de cette coopération dans les plus brefs délais, conclut le communiqué.

APS

TINDOUF /TRANSFERT D’EAU «SUD-SUD»

L’étude technique du projet touche à sa fin

L'étude technique du projet de transfert d'eau «Sud-Sud» est sur le point d'être achevée, après la finalisation des différents plans et des missions de terrain, dans le cadre d'un processus supervisé par l'Agence nationale des ressources en eau, en coordination avec plusieurs bureaux d'études et les autorités concernées, a-t-on appris auprès du directeur de l'Hydraulique de Tindouf, Mohamed Baâli.

Ce projet, qui s'inscrit dans le programme complémentaire du président de la République pour l'année 2024, constitue l'un des projets stratégiques visant à renforcer les ressources hydriques dans le Sud et à assurer leur sécurisation à long terme, notamment dans les wi-

layas de Tindouf, Bechar et Beni Abbes, jusqu'à la zone de Gara Djebilet.

La capacité globale des eaux transférées dans le cadre de ce projet devrait dépasser 160.000 mètres cubes par jour, dont environ 120.000 mètres cubes par jour destinés à la wilaya de Tindouf, compte tenu de l'augmentation prévue de ses besoins futurs.

M. Baâli a précisé que l'étude technique du projet a atteint un taux d'avancement de plus de 90%, soulignant que les différents plans et études de terrain sont à un stade très avancé et que le projet est actuellement sur le point d'achever sa phase technique.

R E.

GÉNÉRALISATION DE LA NUMÉRISATION

Le ministre de la Santé dévoile sa feuille de route

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a présidé, lundi dernier, une réunion en visioconférence avec les cadres du ministère, les directeurs de la santé et les responsables des établissements hospitaliers à travers le pays.

À cette occasion, le ministre a annoncé la feuille de route finale pour la généralisation de la numérisation du secteur et la mise en service du dossier médical électronique au plus tard le 15 novembre prochain.

Lors de cette réunion, Aït Messaoudène, a souligné que la numérisation constitue désormais une nécessité incontournable

pour moderniser le système de santé et améliorer la qualité des prestations, insistant sur le fait que la phase actuelle est celle de la « mise en œuvre effective sur le terrain » et ne saurait être reportée.

Le ministre a également annoncé l'affectation d'un budget supplémentaire au secteur afin de soutenir les efforts de numérisation et de renforcer les moyens logistiques. Il a, à ce titre, considéré le niveau d'avancement de ce chantier comme un critère essentiel dans l'évaluation des performances des responsables et des établissements.

Dans ce cadre, le ministre de la Santé a donné des instructions strictes pour mobiliser immédiatement, dès demain, l'ensemble des

moyens techniques nécessaires. Il a également ordonné la désignation d'un responsable permanent au sein de chaque établissement chargé du suivi du dossier et de l'envoi de rapports hebdomadaires aux services centraux.

Le ministre de la Santé a, par ailleurs, appelé les établissements les plus avancés dans le processus de numérisation à accompagner leurs homologues afin d'accélérer la mise en œuvre.

À l'occasion de la rentrée sociale, il a également insisté pour l'ouverture du dialogue avec les partenaires sociaux afin d'améliorer les conditions professionnelles des personnels du secteur.

R E.

ÉTUDE

Le tabagisme passif responsable de plus de 1,6 million de décès dans le monde

par les fumeurs. La première, "ni filtrée ni issue d'une combustion complète", présente "des concentrations plus élevées de composés toxiques et cancérigènes" que la seconde.

Ces expositions "augmentent le risque de maladies cardiovasculaires, respiratoires, métaboliques", rappelle l'étude, et les enfants "y sont particulièrement vulnérables".

Selon l'étude, il est urgent de renforcer les politiques de lutte anti-tabac, "en particulier pour protéger les femmes et les enfants", dans "les lieux publics comme le cadre domestique", car le tabagisme passif "demeure un facteur majeur de perte de santé à l'échelle mondiale.

APS

Mercuriale						
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL				وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 07 سبتمبر 2026 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Septembre 2026						
		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		
		DA / Kg		دج / كغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	91	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	97	64	الطماطم	
	Oignon sec	75	84	66	البصل الجاف	
	Ail sec	796	910	681	الثوم الجاف	
	Carotte	135	149	121	الجزر	
	Navet	161	176	146	اللفت	
	Poivron	128	146	110	الفلفل الاخضر	
	Piment	143	165	122	الفلفل الحار	
	Courgette	153	167	138	الكوسة	
	Haricot vert	211	238	184	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	136	151	122	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	411	516	305	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	506	365	383	التمر	
	Raisin	289	558	212	العنب	
	Banane	600	615	585	الموز	
	Melon	93	106	80	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	76	85	67	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2094	2240	1947	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	541	554	527	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	22	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	104	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX									
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	1,64	-5,19	7,35	7,54	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,18	116,43	-	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,13	7,56	7,64	20350
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2516,00	0,08	0,09	0,98	6,69	6,36	200
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2039,00	-0,49	-0,64	-7,18	8,45	8,58	1384
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,59	4,55	-	0
SAIDAL	SAI	431,00	431,00	0,00	2,38	2,46	1,19	8,12	675

BUDGET 2027

Le ministère de l’Energie définit ses priorités

Le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présidé, hier, une réunion de travail de la commission de coordination du ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables, consacrée à l’examen et à la discussion des orientations générales pour l’élaboration du budget du secteur au titre de l’année 2027.

Par Zahir R.

Cette réunion s’inscrit dans le cadre de la préparation précoce du projet de budget du secteur, en vue de définir les priorités et d’arrêter les orientations conformément aux objectifs stratégiques du secteur de l’Énergie et des Énergies renouvelables, tout en répondant aux exigences du développement économique et social.

La rencontre a également constitué une occasion d’examiner les différents axes liés à la programmation budgétaire et de définir les priorités concernant les projets et programmes sectoriels, avec un accent particulier sur la rationalisation des dépenses, l’amélioration de l’efficacité de la gestion et l’orientation des ressources vers les projets prioritaires ayant un impact direct sur le renforcement de la sécurité énergétique, le développement des infrastructures énergétiques et le soutien à la

transition énergétique.

À cette occasion, le ministre a souligné l’importance de faire en sorte que le budget 2027 reflète la vision stratégique du secteur et constitue un outil efficace pour accompagner les projets et programmes prioritaires, garantir une utilisation optimale des ressources, servir les objectifs du développement durable et améliorer la performance du secteur.

Par ailleurs, le ministreDr Mourad Adjal, a présidé également une deuxième réunion de travail de la commission de coordination sectorielle, consacrée au suivi et à l’examen de plusieurs dossiers techniques prioritaires, notamment ceux liés au projet de réalisation d’une centrale électrique dans la région de « Tit », dans la wilaya de Tamanrasset.

Lors de cette réunion, l’état d’avancement des préparatifs liés à ce projet a été présenté. Celui-ci revêt une importance stratégique pour le renforcement de la sécu-

rité énergétique dans la région et l’augmentation des capacités de production d’électricité, contribuant ainsi à améliorer la fiabilité de l’approvisionnement et à accompagner l’évolution de la demande énergétique.

À cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité de finaliser les différentes procédures techniques et administratives liées au projet, soulignant l’importance du respect des délais fixés et annonçant que les travaux de réalisation débiteront la semaine prochaine. Ce projet s’inscrit dans le cadre du programme visant à renforcer et à développer les infrastructures énergétiques, à consolider les capacités de production d’électricité et à garantir un approvisionnement stable et fiable en énergie, en adéquation avec les exigences du développement économique et social dans la wilaya de Tamanrasset et dans les régions du Sud.

LIGNE FERROVIAIRE TAMANRASSET-NORD DU PAYS :

Les orientations du président Tebboune pour accélérer sa réalisation saluées

Des économistes ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu’il a présidée dimanche, pour l’accélération de la réalisation de la ligne ferroviaire reliant Tamanrasset au Nord du pays, estimant qu’elles traduisent une vision stratégique claire visant à conforter la place de l’Algérie et à transformer les grands projets en levier de diversification de l’économie nationale.

Dans ce cadre, l’économiste Abdelkader Slimani a indiqué, dans une déclaration à l’APS, que les orientations du président de la République à ce sujet "participent d'une vision stratégique et économique claire visant à transformer les grands projets publics, de simples investissements dans les infrastructures, en un moteur de la production nationale et un levier de diversification de l'économie, contribuant à la réduction de la facture d'importation".

L’investissement dans les lignes ferroviaires dans le Sud ouvre la voie devant l’Algérie à la création de nouvelles chaînes de valeur, tout en reliant la production nationale aux marchés africains, permettant ainsi de transformer le Sud, d’une zone de transit géographique, en un espace de production, d’investissement et d’échanges commerciaux, a ajouté l’expert, estimant que l’objectif fixé d’une mise en service, à fin 2028, de la ligne ferroviaire reliant le Nord du pays à Tamanrasset illustre le caractère hautement prioritaire de ce projet.

Il a expliqué que cette ligne, qui traversera Laghouat, Ghardaïa, El Meniaa et In Salah, ne doit pas être perçue comme un simple projet de transport, mais comme un corridor économique et stratégique à même de contribuer à la réorganisation de la carte

économique de l’Algérie, en reliant les régions du Nord et du Sud, en attirant les investissements et en dynamisant l’activité industrielle, minière, agricole et commerciale.

Cette ligne ferroviaire pourrait constituer pour l’Algérie un prolongement logistique vers la profondeur africaine, au vu de sa jonction avec les réseaux routiers et les corridors transsahariens, a-t-il dit.

S’agissant de l’augmentation de la production des entreprises et sociétés nationales pour répondre aux besoins des grands projets, le même expert a estimé que l’instruction du président de la République "marque un tournant majeur dans la philosophie de l’investissement public", à travers l’exploitation des grands projets comme levier pour l’industrie nationale.

Pour l’analyste économique Houari Tigharsi, les orientations du président de la République participent d’une vision économique visant à transformer les grands projets publics, d’investissements dans les infrastructures, en un moteur de la production nationale et un levier de diversification de l’économie, contribuant à la réduction de la facture d’importation.

Soulignant l’importance stratégique de la ligne ferroviaire reliant le Nord du pays à Tamanrasset, le même expert a précisé que le projet dépasse sa dimension logistique directe et peut contribuer à redessiner la carte économique du Sud en reliant les zones de production, les gisements miniers et les zones d’activité aux marchés nationaux et aux ports.

Il a, à cet égard, souligné l’importance de l’orientation du président de la République visant à associer les grands projets d’infrastructures à l’augmentation de la production nationale, y voyant un appel à l’implication effective des entreprises et sociétés natio-

nales pour répondre aux besoins d’équipement de ces projets en divers biens et services.

Il a affirmé que le projet de la ligne ferroviaire reliant le Nord du pays à Tamanrasset représente une opportunité pour renforcer les capacités industrielles qui resteront après l’achèvement du projet, à travers l’implication de plusieurs secteurs dans sa réalisation, notamment les industries du ciment, du fer et de l’acier, les matériaux liés aux chemins de fer, les équipements électriques et de travaux publics, les solutions numériques et les systèmes de contrôle.

De son côté, l’économiste Ishak Kherchi a relevé que les orientations du président de la République reflètent l’importance stratégique accordée par l’Etat au projet de la ligne ferroviaire reliant le Nord à Tamanrasset, en tant que projet économique, de développement et de souveraineté aux retombées à long terme sur l’avenir de l’Algérie.

M. Kherchi a estimé que les instructions du président de la République relatives à la mise en service de la ligne à la fin 2028 véhiculent un message important selon lequel l’Algérie considère ce projet comme l’un des projets capables de redessiner la carte économique et logistique du pays.

Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu’il a présidée dimanche, que la ligne ferroviaire reliant Tamanrasset au Nord du pays, constitue une réalisation historique inédite dans l’Algérie victorieuse, insistant sur la nécessité de garantir sa livraison dans les délais impartis.

Synthèse R E.

HYDROCARBURES
L’Algérie et l’Azerbaïdjan examinent les moyens de renforcer le partenariat

Le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre azerbaïdjanais de l’Energie, Parviz Shahbazov, ont examiné, mardi, les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le secteur des hydrocarbures, notamment dans les domaines du développement des gisements, des services pétroliers, du transport des hydrocarbures, du raffinage et de la pétrochimie.

Cette rencontre s’est déroulée par visioconférence, avec la participation de l’ambassadeur d’Algérie auprès de l’Azerbaïdjan, en présence de cadres des deux parties, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

La rencontre a porté sur les préparatifs en cours pour la tenue de la prochaine session de la Commission intergouvernementale algéro-azerbaïdjanaise de coopération commerciale, économique, scientifique et technique et l’examen des dossiers y afférents à travers des réunions de coordination entre les experts des deux pays.

Les deux parties ont, dans ce cadre, examiné les perspectives de développement de la coopération dans le domaine des hydrocarbures, qualifiée par les deux responsables d’"excellente", notamment dans les services aux puits, le développement des gisements, le transport des hydrocarbures, le raffinage, la pétrochimie et les différentes activités liées à l’industrie pétrolière et gazière.

Les deux parties ont, en outre, passé en revue les opportunités d’investissement et de partenariat entre les sociétés des deux pays, notamment entre le groupe Sonatrach et la Compagnie pétrolière et gazière nationale d’Azerbaïdjan (SOCAR), à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur du secteur des hydrocarbures.

Il a aussi été question des moyens de renforcer l’échange d’expertises et d’expériences dans les domaines techniques et technologiques, ainsi qu’en matière de formation et de renforcement des compétences.

Les entretiens ont, par ailleurs, porté sur les perspectives de coopération dans le domaine des produits pétroliers, les cadres législatifs et réglementaires régissant le secteur des hydrocarbures et les moyens d’activer et de concrétiser le mémorandum d’entente signé entre l’Algérie et l’Azerbaïdjan dans le domaine énergétique.

S’agissant des marchés mondiaux, les deux ministres ont échangé les vues sur l’évolution des marchés du pétrole et du gaz, se félicitant du dialogue et de la coordination entre les pays membres de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les pays non-OPEP, qui contribuent à la stabilité des marchés pétroliers à moyen terme.

Au terme de la rencontre, ils ont souligné l’importance de la poursuite de la concertation et de la coordination entre les deux pays dans le cadre du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), avant de réaffirmer leur volonté commune d’élargir la coopération bilatérale à de nouveaux domaines d’intérêt commun.

APS

BOUIRA-MILA-GUELMA

Début de la remise des décisions d'indemnisation aux sinistrés des incendies

La remise des décisions d'indemnisation aux sinistrés des incendies a débuté, lundi, dans les wilayas de Bouira, Mila et Guelma, après l'achèvement des opérations de recensement et des constats effectués sur le terrain et la finalisation des procédures requises, a indiqué un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Cette opération intervient "en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le lancement de l'opération d'indemnisation des sinistres des incendies avant le 15 septembre 2026, et conformément aux orientations du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, visant à accélérer l'achèvement des opérations de prise en charge des sinistres et le versement des indemnisations et des aides prévues", précise la même source.

L'opération se poursuit dans plusieurs wilayas touchées par les récents incendies, avec "la remise des décisions d'indemnisation, après l'achèvement des opérations de recensement et des constats effectués sur le terrain et la finalisation des procédures requises". L'opération, qui concerne lundi les wilayas de Bouira, Mila et Guelma, "se poursuivra successivement dans l'ensemble des wilayas concernées, jusqu'à la prise en charge et l'indemnisation de tous les sinistrés dans les délais impartis".

Ces mesures traduisent "l'engagement de l'Etat à accélérer la prise en charge des sinistres des incendies et à les accompagner jusqu'au versement des aides prévues", conclut la même source.

APS

TÉBESSA

Réception et mise en service de 8 cantines scolaires dès la prochaine rentrée scolaire

Huit (8) cantines scolaires seront réceptionnées et mises en service dès la rentrée scolaire 2026-2027, à-on informé lundi auprès des services de la wilaya.

La même source a indiqué que ces cantines scolaires sont destinées à servir des repas chauds et équilibrés aux élèves du cycle primaire des communes de Tébessa (4 cantines), Bir El Ater (2), Boukhadra et Morsot.

Les services de la wilaya ont ajouté que les travaux de réalisation de ces cantines sont "presque achevés et permettent d'envisager leur ouverture avec le début de la nouvelle année scolaire".

Ces cantines devraient contribuer à améliorer les conditions de scolarisation des élèves, en particulier de ceux résidant dans des zones éloignées des écoles, a-t-on ajouté.

Agence

BATNA

Réception “prochaine” de plusieurs projets de développement dans la commune d’Arris

Plusieurs projets de développement seront "prochainement" réceptionnés dans la commune d'Arris, située à près de 63 km de la ville de Batna, a indiqué lundi le chef de l'exécutif local, M. Riadh Benahmed.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de travail dans la daïra d'Arris (communes d'Arris et Tighanimine), M. Benahmed a précisé qu'il s'agit du projet d'aménagement et de revêtement de la route dépendant de la route nationale RN-31 au village Tibehirine à l'entrée de la ville d'Arris sur une distance de 1,5 km, un projet à mettre en service dans les prochains jours. Dans deux mois, il sera procédé à la mise en exploitation du centre de l'artisanat et des métiers de cette commune monta-

gneuse connue pour son savoir-faire artisanal, a ajouté le responsable, rappelant que les travaux de ce projet ont été achevés en attendant son équipement. Il a fait état également de la réception prévue en novembre prochain d'un centre de proximité des impôts sis à la cité Dhraa Zitoun de cette commune, dont les travaux ont nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de 256,3 millions DA puisée du programme sectoriel de développement. Concernant le secteur de l'éducation, le wali a révélé qu'un groupe

scolaire sera réceptionné à la cité 800 logements en plus d'un nouveau lycée. M. Benahmed a inspecté à l'occasion les travaux en cours au siège de Sûreté urbaine à la cité 880 logements AADL dans la commune d'Arris et le nouveau siège de la commune de Tighanimine. Le responsable a écouté les préoccupations des habitants des deux communes et a assuré de les prendre en charge en fonction des priorités et des moyens disponibles.

R E.

BEJAÏA

Disponibilité des services postaux et financiers dans les zones touchées par les incendies

L'opération de prise en charge des citoyens sinistrés par les derniers incendies de forêt se poursuit dans la wilaya de Bejaïa, à travers la garantie de la disponibilité des différents services postaux et financiers au niveau des villages et communes touchés, à-on informé lundi auprès des services de la wilaya.

Les mêmes services ont précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts des pouvoirs publics visant à prendre en charge les sinistres des incendies de forêt ayant touché plusieurs communes de la wilaya, à travers la garantie de la continuité des différents services essentiels au profit des citoyens des zones affectées.

La même source a ajouté qu'un bureau de poste mobile pertinent d'Algérie-Poste a été mobilisé afin d'assurer les services postaux et financiers aux citoyens des zones sinistrées, notamment au village Tizi Ahmed de la commune de Tichy, ainsi que dans la commune de Darguina et la région de Bordj Mira, commune de Taskriout.

Cette opération permet d'assurer la continuité du service et de le rapprocher des citoyens sinistrés, notamment au regard des dégâts occasionnés à certaines infrastructures et installations publiques par les incendies, a-t-on ajouté.

APS

MÉDÉA

Ouverture de 6 marchés de proximité pour les fournitures scolaires

Six (6) marchés de proximité dédiés à la vente des fournitures et articles scolaires ont été ouverts à Médéa dans le cadre des préparatifs en cours pour la prochaine rentrée scolaire 2026-2027, à-on informé lundi auprès des services de la wilaya.

La même source a ajouté que pour assurer la disponibilité des différentes fournitures scolaires et permettre aux citoyens de les transporter à des prix compétitifs, six marchés de proximité ont été ouverts dans les daïras de Médéa, Berrouaghia,

Beni Slimane, Tablat, Ksar El-Boukhari et Sidi Naamane, en plus de deux points de vente dans la daïra de Guelb El-Kebir et au niveau de la gare routière.

Cette opération vise à rapprocher ces produits des citoyens et à répondre à leurs besoins avant et pendant la rentrée scolaire. Ces marchés se caractérisent par la disponibilité de diverses fournitures et articles scolaires, proposés à des prix compétitifs, ainsi que par la mise à disposition des manuels scolaires pour les diffé-

rents cycles d'enseignement, dans le but d'alléger les charges des parents et d'améliorer leur capacité à spontanément les besoins de leurs enfants dans des conditions appropriées.

La même source a souligné que cette initiative contribue également à soutenir et promouvoir la production locale, notamment en ce qui concerne la disponibilité et la qualité des produits nationaux.

Agence

GUELMA

Production de 2,13 millions de quintaux de tomates industrielles

Une production totale de 2,13 millions de quintaux de tomates industrielles, dont une grande partie est destinée aux unités de transformation, a été réalisée dans la wilaya de Guelma au terme de la campagne de récolte de la saison agricole 2025-2026, a indiqué, lundi, le directeur des services agricoles (DSA), Rachid Rehamnia.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que la quantité produite au cours de la saison actuelle est "sensiblement équiva-

lente à celle de la saison écoulée", ce qui confirme, selon lui, "le développement significatif de cette filière au cours des dernières années". Le DSA a également précisé que la récolte de tomates industrielles, effectuée entre juillet et fin août derniers, a concerné une superficie plantée de 2.661 hectares répartis dans différentes communes de la wilaya, pour un rendement de 830 quintaux par hectare. Plus de 1,7 million de quintaux de la quantité produite ont été acheminés vers 12 unités de transformation (pour la produc-

tion de concentré de tomates en conserves), dont 5 unités situées dans les communes de Bouati-Mahmoud, d'El Fedjoudj, de Belkheir, de Boumahra-Ahmed, et d'Ain Ben Beida, selon le même responsable qui a rappelé que les autres unités de transformation sont situées dans des wilayas voisines, notamment Annaba, Skikda et El Tarf. Le reste de la production est mis sur le marché local pour la consommation en l'état, a conclu le DSA.

R E.

TOUGGOURT

Réception de la nouvelle gare ferroviaire début 2027

La nouvelle gare ferroviaire de Tougourt, inscrite dans le cadre du projet en cours de réalisation de la ligne ferroviaire Tougourt-Hassi Messaoud, sera reçue au début de l'année 2027, à-on informé lundi des services de la wilaya.

Les travaux de réalisation de cette infrastructure, qui s'étendent sur une superficie de 13.600 m2, enregistrent un taux d'avancement appréciable de plus de 72%, selon les explications fournies lors

d'une récente visite de terrain des autorités locales.

La nouvelle gare sera dotée de services et commodités modernes visant à améliorer les conditions d'accueil et de confort des voyageurs et du personnel, at-on ajouté.

Le wali de Tougourt, Othmane Abdelaiz a, à cette occasion, souligné l'engagement des services de la wilaya à assurer toutes les facilités et l'accompagnement nécessaire pour permettre la concrétisa-

tion du projet dans les délais impartis et conformément aux normes requises.

Il a également mis en avant l'importance stratégique de la ligne ferroviaire Tougourt-Hassi Messaoud pour soutenir la dynamique socioéconomique, tout en favorisant le transport des marchandises et des voyageurs sur le réseau ferroviaire national, at-on indiqué de même source.

Agence

La majorité de la population de Gaza souffre toujours d'une famine atteignant des niveaux de «crise, voire pire»

La situation d'urgence devrait s'aggraver dans les mois à venir si les bombardements et le siège israéliens se poursuivent.



Par Brett Wilkins, rédacteur pour Common Dreams

Bien que la bande de Gaza ne soit officiellement plus en situation de famine, la majorité des Palestiniens qui y vivent souffrent d'un niveau de famine qualifié de « crise ou pire » dans un contexte d'urgence qui devrait s'aggraver au cours des prochains mois si les bombardements et le siège israéliens – que de nombreux experts considèrent comme un élément clé d'un génocide en cours – se poursuivent. La Classification intégrée des phases de sécurité alimentaire (IPC) – qui évalue les niveaux de sécurité alimentaire sur une échelle de 1 à 5 – a publié jeudi une analyse montrant que, de mi-avril à fin juin, plus de 1,2 million de personnes, soit 59 % de la population de Gaza, se trouvaient en phase 3 de l'IPC (crise) ou à des niveaux d'insécurité alimentaire encore plus graves. Parmi elles, environ 212 000 personnes se trouvaient en phase 4 de l'IPC (urgence). Les cinq gouvernorats de Gaza ont tous été classés en phase 3. « Après deux ans de conflit, le cessez-le-feu d'octobre 2025 a permis des progrès tangibles en matière d'accès humanitaire et d'amélioration des conditions générales dans toute la bande de Gaza » a déclaré l'IPC dans un communiqué. « Cependant, la situation reste extrêmement fragile, les civils continuant à subir des conditions de vie très difficiles. » Cela marque une amélioration par rapport à la situation d'il y a un an, lorsque le « pire scénario » évoluait vers une famine de phase 5 (catastrophe), officiellement déclarée par l'IPC en août 2025. Au moins plusieurs centaines de Pales-

teniens, dont de nombreux enfants, sont morts de malnutrition depuis qu'Israël a lancé sa guerre contre Gaza, soutenue par les États-Unis, en représailles à l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023. L'IPC a déclaré en décembre dernier que, bien que Gaza ne soit plus en situation de famine, la situation restait critique pour les Palestiniens de cette région ravagée par la guerre. Le nouveau rapport de l'IPC précise que les deux tiers de la population de Gaza devraient être confrontés à des conditions de crise de niveau 3 d'ici la fin de l'année. L'organisation a également indiqué que 74 200 enfants palestiniens de moins de 5 ans à Gaza auront probablement besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë d'ici avril prochain. Réagissant aux nouvelles données de l'IPC, la directrice générale du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Catherine Russell, a déclaré jeudi que « la malnutrition aiguë a reculé, mais de nombreux enfants souffrent encore de la faim, et certains pourraient ne jamais se remettre complètement d'un manque prolongé de nutrition adéquate. » « Ces progrès montrent que lorsque l'accès humanitaire s'améliore et que l'aide parvient à destination, il est possible de sauver les enfants de la mort » a-t-elle ajouté. « Mais cela repose sur un programme d'alimentation complémentaire qui ne touche pas tous les enfants et dont le financement est en voie d'épuisement. » Depuis lors, les forces israéliennes ont tué ou blessé plus de 250 000 Palestiniens, et en ont déplacé de force, affamé ou rendu malades plus de 2 millions d'autres, ce qui a donné lieu à des accusations de génocide à l'échelle mondiale,

concrétisées par une plainte déposée devant la Cour internationale de justice par l'Afrique du Sud fin 2023 et désormais officiellement soutenue par près de 20 nations. Des experts mondiaux de premier plan en matière de famine ont accusé Israël d'affamer délibérément les Palestiniens de Gaza. Les mandats d'arrêt délivrés fin 2024 par la Cour pénale internationale à l'encontre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de Yoav Gallant, son ancien ministre de la Défense qui a ordonné le « siège total » de Gaza, accusent ces deux hommes de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, notamment de meurtre et de privation forcée de nourriture. À l'instar d'une grande partie de l'opinion publique, les responsables israéliens et américains, tant sous l'administration Biden que sous celle de Trump, ont dans un premier temps nié qu'Israël affamait les Gazaouis. Cependant, des responsables israéliens ont averti en privé que Gaza était au bord de la famine, tandis que le président américain Donald Trump, le vice-président JD Vance et d'autres personnalités de l'administration ont reconnu que des Palestiniens mouraient de faim dans la bande de Gaza. Cela ne les a pas empêchés de continuer à verser des milliards de dollars d'aide militaire américaine à Israël. En réponse au nouveau rapport de l'IPC, le directeur exécutif par intérim du Programme alimentaire mondial des Nations unies, Carl Skau, a déclaré qu'« il y a des progrès en matière de sécurité alimentaire à Gaza, mais ils sont fragiles et peuvent facilement être réduits à néant. » « La situation humanitaire globale reste dramatique : les familles manquent

d'eau, d'installations sanitaires et de médicaments » a ajouté Skau. « Nous avons besoin d'un accès durable, de financements et de stabilité pour que la population de Gaza puisse entamer son redressement. » Les responsables de diverses agences des Nations unies ont convenu qu'une paix durable – qu'Israël empêche en poursuivant ses bombardements et le siège de Gaza malgré un cessez-le-feu théorique de neuf mois – est indispensable à ce redressement. « La sécurité alimentaire à Gaza ne pourra être rétablie que si la production alimentaire locale redémarre et que les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les autres producteurs peuvent reconstruire leurs moyens de subsistance » a déclaré jeudi Qu Dongyu, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « Les producteurs doivent pouvoir accéder aux terres agricoles et à la mer, ainsi qu'aux semences, aux outils, aux fournitures pour le bétail et aux autres intrants agricoles, sans oublier le soutien technique. » « Les restrictions sur les importations agricoles et les fournitures humanitaires doivent être levées » a ajouté Qu. « Sans ces éléments essentiels, la production alimentaire et la sécurité alimentaire resteront une situation urgente. » L'IPC a déclaré que « les progrès récents restent fragiles » et que « faire avancer les plans de paix est essentiel pour soutenir la reprise, permettre le retour en toute sécurité des populations déplacées et aider les ménages à reconstruire leurs moyens de subsistance. »

Source : Truthout, 24-07-2026
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LIBAN

Le gouvernement entamera ce mercredi l'examen du projet de budget 2027

Le gouvernement de Nawaf Salam a prévu de se réunir mercredi à 15 heures, au Grand sérail, pour entamer l'examen du projet de budget de l'État pour 2027, sur la base de l'avant-projet préparé par le ministère des Finances et transmis fin août. La première séance sera notamment consacrée au rapport rédigé par le ministre Yassine Jaber, qui présente les grandes orientations du projet de loi. L'avant-projet budget a été transmis avant le 1er septembre, conformément à ce que prévoient la Constitution et le Code de la comptabilité publique. Le gouvernement devra le transmettre au Parlement avant le début de la session ordinaire d'automne, qui débute en octobre, s'il veut pouvoir exercer sa prérogative d'adopter le texte par décret dans le cas où les députés ne parviendraient pas à voter le texte avant le 31 janvier prochain.

Agence

SYRIE-OUZBÉKISTAN

Discussions sur le renforcement de la coopération économique

La directrice du Département des affaires afro-asiatiques et océaniques, Nada Al-Aswad, s'est entretenue, lundi, avec l'ambassadeur de la République d'Ouzbékistan, Ayubkhan Yunusov, des moyens de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. Les deux parties ont convenu de préparer des consultations politiques entre les ministères des Affaires étrangères de Syrie et d'Ouzbékistan, ainsi que des moyens de développer la coopération économique et d'investissement entre les deux pays. La réunion a notamment porté sur l'ouverture d'une Maison ouzbèke à Damas, dans le but de renforcer les liens culturels et populaires.

Agence

PNEUMATIQUES

Linglong mise 2 milliards \$ sur l'Égypte

Les fabricants chinois de pneus se ruent depuis quelques années vers l'Égypte pour profiter des perspectives prometteuses du marché local, d'une position géographique stratégique, et de coûts de production réduits, tout en contournant les surtaxes occidentales croissantes.

Le groupe chinois Linglong a signé, le jeudi 3 septembre, un protocole d'accord avec le ministère égyptien de l'Industrie, pour la construction d'un complexe industriel intégré de fabrication de pneumatiques. Le projet, qui nécessitera un investissement total d'environ 2 milliards USD, devrait produire de pneus pour voitures particulières, autobus et d'autres types de véhicules, en plus de courroies transporteuses utilisées essentiellement dans les domaines de la logistique et de l'industrie, d'après des données publiées par le gouvernement égyptien. Le complexe devrait intégrer des activités connexes telles que la fabrication de fils d'acier et de noir de carbone, deux éléments qui servent à assurer la résistance à l'usure des pneus. Sa production devrait servir à répondre aux besoins du marché local et exporter vers plusieurs marchés internatio-

naux, dont l'Europe et les États-Unis. Le projet doit également permettre de générer plus de 5 000 opportunités d'emploi, et de contribuer au transfert de technologies et à la formation de compétences locales.

Une cascade de projets chinois

L'investissement prévu par Linglong conforte l'ambition affichée par l'Égypte d'émerger comme un véritable hub régional du pneumatique, capable d'approvisionner à la fois le marché national, le continent africain et plusieurs autres marchés internationaux. Plusieurs autres acteurs chinois de l'industrie des pneumatiques ont annoncé ces dernières années des investissements importants dans le pays le plus peuplé du monde arabe. Il s'agit notamment de Shandong Sailun Group (1 milliard USD), National Tire and Rubber Corporation (550 millions USD),

Zhongce Rubber (500 millions USD), Aeolus Tyre (396 millions USD), Chaoyang Longmarch (190 millions USD) et Himile Group (100 millions USD). L'intérêt croissant des industriels chinois pour l'Égypte s'explique non seulement par l'importance du marché intérieur des pneumatiques, mais aussi par la position géographique stratégique du pays, situé au carrefour de l'Afrique, de l'Asie et de l'Europe, la disponibilité de zones industrielles dédiées, ainsi que par ensemble d'incitations fiscales et foncières très attractives. Ces groupes cherchent par ailleurs à bénéficier du label « Made in Egypt » pour contourner les lourdes taxes douanières et les mesures antidumping imposées par l'Union européenne et les États-Unis sur les pneus importés directement de Chine.

R. I.

TUNISIE

Le gouvernement vise la création de 1 200 entreprises communautaires

Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Riadh Chaoued, a annoncé lundi 7 septembre 2026 une nouvelle ambition pour le développement des sociétés communautaires en Tunisie. Selon le ministre, le pays s'oriente vers la création d'environ 1 200 sociétés communautaires, avec l'objectif de renforcer leur contribution à l'emploi et à l'activité économique dans les différentes régions. Intervenant en marge d'une cérémonie consacrée à la remise de distinctions aux lauréats des différentes spécialités de la formation professionnelle, organisée à l'occasion de la « Journée du savoir », Riadh

Chaoued a indiqué que son département travaille à renforcer l'accompagnement de ces structures et à leur fournir les facilités nécessaires. Le gouvernement entend ainsi faire des sociétés communautaires un instrument supplémentaire de création d'emplois, notamment dans les régions où l'investissement privé demeure limité. Ces entreprises reposent sur une logique de participation collective et sont destinées à permettre à des habitants d'une même région ou d'un même territoire de mettre en commun des moyens afin de développer des activités économiques répondant aux besoins locaux.

Pour le ministère de l'Emploi, leur développement pourrait contribuer à transformer certaines ressources et compétences locales en activités génératrices de revenus, tout en favorisant une dynamique économique davantage ancrée dans les régions. L'objectif annoncé de 1 200 structures constitue toutefois un changement d'échelle important. Sa concrétisation dépendra notamment de la capacité à assurer leur financement, leur accompagnement administratif et technique ainsi que leur pérennité économique. Parallèlement à cet objectif, le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle travaille à faciliter les

démarches liées à la création des sociétés communautaires. Riadh Chaoued a annoncé la mise en place d'une plateforme numérique dédiée à ces entreprises. Selon le ministre, cette plateforme se trouve actuellement dans ses dernières phases de préparation et devrait prochainement être accessible aux personnes souhaitant créer une société communautaire. L'objectif affiché est de permettre aux porteurs de projets d'effectuer leurs démarches dans de meilleures conditions et d'éviter les difficultés et les problèmes techniques qui peuvent ralentir la création de ces structures.

R. I.

MAURITANIE

Lancement des activités d'une caravane médicale spécialisée en ophtalmologie et en chirurgie oculaire

Le wali adjoint du Hodh El Gharbi, assurant l'intérim du wali, M. Mohamed Abdallahi Fall, a supervisé, ce lundi, au Centre hospitalier d'Aïoun, le lancement des activités d'une caravane médicale spécialisée en ophtalmologie et en chirurgie oculaire. Cette caravane s'inscrit dans le cadre des services sociaux et humanitaires proposés par les organisateurs du Festival d'Aïoun pour le développement de la culture et du patrimoine au profit des catégories vulnérables et des personnes à revenus mo-

destes de la wilaya. Dans une déclaration à l'Agence mauritanienne d'information (AMI), le secrétaire général du Festival d'Aïoun pour le développement de la culture et du patrimoine et de l'Association El-Hosna pour les œuvres caritatives, M. Jemal Ould Amar Ebal, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans la continuité de la dimension humanitaire du festival, malgré le report de son édition cette année. Il a ajouté que la caravane, qui poursuivra ses activités pendant trois jours, offrira gratuitement aux

citoyens des consultations médicales spécialisées, ainsi que plusieurs interventions chirurgicales au profit des patients souffrant de maladies oculaires. Le secrétaire général du festival a appelé les citoyens, notamment les personnes à revenus modestes, à profiter de cette initiative et à se rendre au Centre hospitalier d'Aïoun afin de bénéficier gratuitement des services médicaux proposés par la caravane.

Agence

À PÉKIN

BYD explore les opportunités d'investissement en Tunisie

L'ambassade de Tunisie en Chine a annoncé que l'ambassadeur de Tunisie à Pékin, Adel Larbi, a reçu, le 8 septembre 2026 au siège de la mission diplomatique, Ivan Cao, directeur régional de BYD pour le Moyen-Orient et l'Afrique. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir la diplomatie économique et à encourager davantage les investissements chinois en Tunisie. L'ambassadeur était accompagné de Béchir Hani, ministre plénipotentiaire chargé de la coopération économique et commerciale.

Les discussions ont porté sur les avantages comparatifs accordés par l'État tunisien aux investisseurs étrangers, ainsi que sur les moyens susceptibles d'encourager BYD à renforcer ses investissements en Tunisie et à y développer ses activités. Les échanges ont également porté sur la position géographique de la Tunisie et sa proximité avec les marchés africains, arabes et européens, des atouts susceptibles d'en faire une plateforme d'investissement et une base pour la production automobile et le développement d'infrastructures électriques

destinées aussi bien au marché local qu'aux marchés régionaux. Au cours des discussions, la partie chinoise a également évoqué la volonté de BYD d'explorer les opportunités d'investissement ainsi que la possibilité de créer des entreprises en Tunisie. Les entretiens ont par ailleurs porté sur l'expérience tunisienne dans l'industrie des composants automobiles, ainsi que sur les compétences et la main-d'œuvre que la Tunisie est en mesure de mettre à disposition dans ce secteur. La rencontre a également permis

d'examiner les possibilités de coopération dans le déploiement d'infrastructures électriques et le transfert de technologies, notamment dans les domaines liés à l'énergie électrique et aux énergies alternatives. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la diplomatie économique et à attirer davantage d'investissements chinois en Tunisie, avec un intérêt particulier pour les secteurs liés à la fabrication de véhicules électriques et hybrides ainsi qu'aux infrastructures connexes.

Agence

SELON L'UNESCO

L'Afrique subsaharienne dépense 3,6 fois plus pour le service de sa dette que pour l'éducation

Alors que l'augmentation de la charge de la dette oblige la majorité des pays du Sud à restreindre leurs investissements dans l'éducation, l'organisation onusienne recommande aux institutions financières internationales et aux créanciers de sanctuariser des budgets dédiés à l'éducation dans les cadres d'allègement de la dette.

Synthèse Rédaction Internationale

Les pays d'Afrique subsaharienne allouent en moyenne 3,6 fois plus de ressources financières au service de la dette qu'à l'éducation, ce qui affaiblit les bases de leur future productivité et de la viabilité de leur dette à long terme, averti l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans un rapport publié.

Intitulé « Breaking the debt trap : policy paper on restoring fiscal space to save education », le rapport précise que huit pays de la région figurent parmi les dix-huit pays du Sud dont les paiements au titre du service de la dette sont au moins cinq fois plus élevés que les dépenses publiques dans l'éducation. Avec un service de la dette 12,2 fois plus élevé que les dépenses dans l'éducation, l'Angola tient le haut du pavé à l'échelle régionale, devant la Sierra Leone (8,4 fois), la Gambie (6,2), la République du Congo (5,9), la Zambie (5,9), la République de Maurice (5,3), l'Ouganda (5,3) et le Tchad (5,1).

La situation n'est cependant pas spécifique à l'Afrique subsaharienne. Le montant consacré au service de la dette est désormais supérieur aux dépenses dans l'éducation dans la plupart des pays du Sud.

En 2025, le service de la dette a été supérieur aux dépenses publiques dans l'éducation dans 113 pays du Sud où vivent quelque 6,1 milliards de personnes.

Ce déséquilibre est encore plus marqué dans les pays à faible revenu où le ser-

vice de la dette absorbe 3,8 fois le montant des dépenses dans l'éducation, ce rapport étant de 3,3 pour les pays à revenu intermédiaire inférieur. La marge de manœuvre budgétaire disponible pour investir dans le développement social et économique est donc extrêmement limitée.

À la différence des dépenses en capital ou des dépenses sociales, le service de la dette est essentiellement non discrétionnaire. Les gouvernements en difficulté budgétaire tendent donc généralement à ajuster les budgets de l'éducation, qui sont souvent perçus comme flexibles à court terme, pour éviter d'être en défaut de paiement.

De ce fait, le financement de l'éducation est devenu un poste résiduel dans les budgets gouvernementaux des pays du Sud lourdement endettés.

Un poids croissant de la dette intérieure

Depuis 2017, en moyenne, chaque dollar des États-Unis supplémentaire versé pour rembourser la dette a été associé, en valeur réelle, à une baisse d'environ 0,28 dollar des dépenses dans l'éducation. Résultat : 97 milliards de dollars manquent chaque année aux pays à revenu faible et intermédiaire pour atteindre les objectifs nationaux liés à l'objectif de développement durable (ODD) n° 4 des Nations unies (garantir l'accès à tous et toutes à une éducation équitable, gratuite et de qualité à travers toutes les étapes de la vie).

Sur le plan macro-budgétaire, cela affaiblit le développement des connaissances et des compétences, ce qui nuit à

la productivité et, paradoxalement, réduit les recettes indispensables à la viabilité de la dette future. Ainsi, des ratios de service de la dette très élevés créent une sorte de réaction en chaîne qui fait que l'assainissement des finances publiques – par la réduction des dépenses sociales, notamment dans l'éducation – a des effets délétères à la fois sur les résultats en matière de développement et sur la dynamique à long terme de la dette.

Alors que l'attention des pouvoirs publics, en Afrique comme ailleurs, a longtemps été tournée vers la dette extérieure, le rapport fait remarquer d'autre part que la dette intérieure apparaît aujourd'hui comme une source importante, et souvent plus préjudiciable, de pression sur les systèmes éducatifs. À la différence de la dette extérieure, les emprunts domestiques dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire se caractérisent par leur courte échéance, la brièveté des délais de grâce, les taux d'intérêt élevés et la concentration des bases de créanciers au sein desquelles quelques banques commerciales dominent.

En moyenne, une proportion de 62 % du service total de la dette est intérieure et 101 pays consacrent plus de la moitié du service de leur dette au remboursement de créances intérieures.

Par conséquent, le service de la dette intérieure absorbe une grande partie des dépenses récurrentes et entre directement en concurrence avec la masse salariale du secteur social et ses budgets de fonctionnement.

ZAMBIE

Sturdee Energy mise sur l'éolien pour entrer dans un marché électrique en pleine transformation

La Zambie accélère depuis quelques années l'ajout de nouvelles capacités électriques, avec une progression particulièrement rapide du solaire. Cette transformation attire de nouveaux producteurs privés, alors que l'augmentation de la demande, notamment dans le secteur minier, renforce les besoins en capacités de production.

Sturdee Energy fait ses premiers pas en Zambie avec l'acquisition du projet éolien Masaiti, d'une capacité de 200 MW. Annoncée début septembre, l'opération porte sur une infrastructure située dans le district de Mpongwe, au cœur de la Copperbelt, qui doit être raccordée au réseau national via une ligne de transport de 330 kV exploitée par ZESCO.

Le projet était développé jusqu'ici par Upepo Energy Zambia et Sturdee prévoit d'en prendre entièrement possession au démarrage de la construction. Masaiti dispose déjà de plus de six années de mesures du vent réalisées sur site et se trouve à un stade avancé de développement.

Le projet doit cependant encore atteindre le bouclage financier. Le montant de l'investissement, les bailleurs ainsi que le calendrier précis de construction n'ont pas été précisés. Sturdee envisage plusieurs débouchés pour l'électricité produite, notamment ZESCO, le Southern African Power Pool (SAPP), des traders ainsi que des clients miniers et industriels dans le cadre de contrats bilatéraux.

James White, co-PDG de Sturdee Energy, a déclaré à ce propos : « L'acquisition du parc éolien de Masaiti nous permet de pénétrer un marché extrêmement important, non pas par de simples paroles, mais par des actes concrets. Le parc éolien de Masaiti n'est que le début d'une expansion rapide que nous envisageons pour répondre à la demande d'énergie renouvelable disponible 24 heures sur 24 au sein de la SADC, fournie à nos clients selon leurs conditions ».

R I.

MADAGASCAR

La filière riz s'inquiète de l'accroissement des importations

Madagascar est le 3ème producteur africain de riz après le Nigeria et l'Égypte. En plus de son rôle stratégique pour la sécurité alimentaire, la commercialisation de la production locale soutient le développement socio-économique en assurant des revenus et des emplois pour des milliers d'agriculteurs.

À Madagascar, la filière rizicole tire la sonnette d'alarme face à la hausse rapide des importations, qui fragilise la commercialisation de la production locale. C'est dans ce contexte que l'Agence nationale de la mesure des résultats et de l'analyse des politiques pu-

bliques (ANMCC) a ouvert le 31 août dernier, une enquête en matière de sauvegarde sur plusieurs catégories de riz importé, selon une notification adressée le 2 septembre à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La procédure porte sur le riz décortiqué, le riz semi-blanchi ou blanchi, même poli ou glacé, ainsi que le riz en brisures. Selon les règles de l'OMC, une telle enquête vise à déterminer si l'augmentation des importations cause ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale. Si ce préjudice est établi, Madagascar pourrait mettre en place des

mesures de sauvegarde, telles que des droits de douane additionnels ou des quotas, afin de protéger temporairement son industrie. Selon les éléments disponibles au moment de l'ouverture de l'enquête, les importations de riz de la Grande île ont plus que triplé en l'espace d'une année, passant de 262 002 tonnes en 2024 à 800 812 tonnes en 2025. Cette progression intervient alors que plusieurs indicateurs de la production nationale se sont dégradés.

« Entre 2023 et 2025, la production et les ventes ont diminué respectivement de 25,6 % et 25,4 %, tandis que [...] le taux d'utilisation des capacités de pro-

duction est passé de 35 % à 24 % », souligne l'ANMCC. Conformément à la procédure annoncée par l'organisme public, les importateurs, exportateurs et autres personnes intéressées disposent de 30 jours à compter de la publication de l'avis d'ouverture pour se faire connaître et présenter leurs observations. Les questionnaires devront, pour leur part, être retournés dans un délai de 30 jours ouvrables à compter de leur réception. Des auditions publiques pourront également être organisées à la demande des parties intéressées ou d'office.

Agence

POINT-MARCHÉS

Le pétrole et les taux plombent le moral des Bourses européennes

Les marchés actions font grise mine ce mardi, la montée des cours du pétrole et des rendements obligataires inquiétant les investisseurs, alors qu'un tour de vis monétaire imminent de la BCE se profile à l'horizon.

En milieu de matinée, l'Euro Stoxx 50 es-sue un repli de l'ordre de 0,5%, tout comme le CAC 40 parisien (vers 8 263 points), tandis que le DAX de Francfort recule de 0,6%, que le FTSE de Londres cède 0,3% et que le SMI de Zurich lâche jusqu'à 1,6%.

La montée des cours du pétrole inquiète les investisseurs...

Le pétrole continue de susciter l'inquiétude des investisseurs, alors que le cours du WTI (West Texas Intermediate) grimpe de 2,1% à 94,4 USD le baril et que celui du Brent s'adjudge 1,8% à 99 USD le baril, s'approchant ainsi dan-gereusement de la barre symbolique des 100 USD. "Les prix du pétrole sont restés proches d'un sommet de plusieurs semaines dans un contexte de nouveaux incidents de sécurité impliquant des pétroliers dans le Golfe ce week-end", soulignait hier Jonathan Squires, CEO de Tapaas, pour qui les conditions géo-politiques devraient continuer à influencer les prix du brut. "Toute détérioration supplémentaire des conditions de transit pourrait maintenir une pression à la hausse, d'autant plus que les ré-serves stratégiques restent à des niveaux mi-nimes depuis plusieurs décennies et offrent

donc une marge de protection plus limitée contre les perturbations de l'approvisionne-ment", poursuit-il.

...de même que celle des taux obligataires

Les investisseurs gardent, en parallèle, un oeil sur l'autre dossier chaud du moment, celui de la remontée des rendements obligataires, avec des rendements à 10 ans qui atteignent actuel-lement 3,38% pour le Bund allemand, 4,25% pour l'OAT française et 4,80% pour le bon du Trésor américain. "La montée récente des taux longs ne paraît pas exagérée à ce stade. Elle accentue la pres-sion sur les pays dont la position fiscale et la situation politique sont les plus fragiles. La France est en tête de liste", souligne-t-on chez Oddo BHF. C'est dans ce contexte difficile que le conseil des gouverneurs de la BCE doit se réunir cette semaine et rendra son verdict de politique mo-nétaire ce jeudi en début d'après-midi, une hausse de taux de 25 points de base étant lar-gement anticipée par les économistes. "Il est peu probable que Christine Lagarde ferme la porte à une autre hausse de taux, ne serait-ce que pour montrer sa vigilance face au risque inflationniste", juge en outre Oddo BHF, ajoutant toutefois qu'après une hausse de

50 points de base, la résistance des "colombes" pourrait se renforcer.

L'excédent allemand grimpe et le déficit français se creuse

Sur le front des données du jour, l'Allemagne a réalisé un excédent commercial de 21,3 MdsEUR en juillet, en forte hausse par rapport au surplus de 15,4 MdsEUR du mois précé-dent, alors que les économistes n'espéraient en moyenne qu'une progression à 16 MdsEUR. Cette amélioration bien plus forte que prévu s'explique par une décrue de 5,7% des impor-tations allemandes d'un mois sur l'autre, à 116,9 MdsEUR, une baisse bien plus marquée que le repli de 0,8% des exportations dans le même temps, à 138,2 MdsEUR. De son côté, le déficit de la balance commer-ciale française s'est creusé un peu plus que prévu, puisqu'il est passé de -5,8 MdsEUR en juin à -6,7 MdsEUR le mois suivant, alors qu'il était attendu à -6 MdsEUR selon le consensus.

Les valeurs en mouvement en Europe

Dans l'actualité des valeurs, Rubis (+5,4%) signe la meilleure performance du SBF 120 à Paris, salué pour une publication semestrielle solide, qui permet au distributeur de produits énergétiques de relever sa prévision d'EBITDA 2026 à une fourchette comprise entre 775 MEUR et 825 MEUR (au lieu de 740 MEUR à 790 MEUR). Parmi les plus fortes baisses de l'indice parisien, Société Générale recule de 2,6%, victime d'une dégradation de recom-mandation chez JP Morgan de "surpondérer" à "neutre", tandis qu'Ipsen perd 3,4%, Barclays ayant dégradé sa recommandation de "pondé-ration de marché" à "sous-pondérer". Ailleurs en Europe, Novartis plonge de 10% à Zurich, lourdement sanctionné pour un nou-vel échec d'un essai clinique, en l'occurrence un essai de phase III dans la dystrophie myo-tonique de type 1. Il s'agit du deuxième échec d'une étude après celui annoncé vendredi.

BOURSE ZURICH

Le plongeon de Novartis handicape le SMI

La Bourse suisse accusait un net repli mardi matin, plombée par Novartis et en l'absence d'indications préalables en pro-venance de Wall Street. La place new-yorkaise était fermée lundi pour cause de jour férié du Labor Day, n'apportant pas d'impulsion aux marchés européens. "La séance d'aujourd'hui sera suspendue à l'ouverture des marchés aux Etats-Unis, au lendemain d'un jour férié et dans l'attente de la publication imminent des résultats trimestriels d'Oracle et d'Adobe," note Andreas Lipkow, analyste en chef de CMC Markets. Dans l'intervalle, les autres places euro-péennes faisaient aussi montre de prudence. Le commerce extérieur chinois a progressé en août, les exportations de l'Empire du Milieu à destination des Etats-Unis s'étant notamment envolées de plus d'un tiers. Les exportations allemandes de leur côté se sont repliées en juillet. Figure encore au menu le commerce ex-térieur de la France en juillet. L'agenda conjoncturel du jour est sinon plutôt dégarni. "La valeurs de la tech asiatiques ont bien dé-buté la semaine. Mais les indices européens ont suscité nettement moins d'appétit, entravés par la poursuite de la flambée des prix de l'énergie, une contraction inattendue de la pro-

duction industrielle en Allemagne et une crois-sance mitigée en zone euro," égraine Ipek Oz-kardeskaya, analyste de Swissquote, dans un commentaire. Le baril de Brent de la mer du Nord renchéris-sait de 1,5% et chatouillait désormais les 99 dollars. A 09h15, le Swiss Market Index (SMI) reculait de 1,27% à 14'096,40 points. Profitant d'effets de pondération, le Swiss Leader Index (SLI) cédait tout de même 0,43% à 2272,99 points, nonobstant une majorité de gagnants. Le Swiss Performance Index (SPI) élargi aban-donnait 0,92% à 19'882,24 points. Le mastodontes pharmaceutique Novartis dé-vissait de 9,8%, accusant le contre-coup du second échec clinique d'envergure en quelques jours. La déconvenue contrariait la belle résistance opposée par l'ensemble des autres poids lourds. Le bon Roche s'enrobait de 0,3%, UBS de 0,4% et le paquebot alimen-taire Nestlé s'envolait de 2,1%. La palme du moment revenait à Sandoz (+4,7%). Le géant des médicaments géné-riques et biosimilaires s'est brossé une nou-velle et ambitieuse feuille de route à moyen-terme.

Agence

BOURSE DE PARIS

En légère baisse

La Bourse de Paris évolue en lé-ger recul mardi, prudente face à la hausse des prix de l'énergie en raison de la guerre au Moyen-Orient, et avant la réunion de la Banque centrale européenne jeudi. Vers 09H40 (heure de Paris), le CAC 40 cédait 0,36% à 8.276,80 points. La veille, l'indice vedette parisien avait pris 0,33%. Le niveau élevé des prix de l'énergie avec la guerre au Moyen-Orient maintient sous pression les places financières sur le continent européen, particulièrement dépendant des importations pour son approvisionnement énergétique. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale, prenait 1,71% à

98,66 dollars, se rapprochant à nou-veau de la barre symbolique des 100 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, gagnait 2,95% à 94,18 dollars. Côté gaz, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence en Europe, prenait 1,27% à 74,24 euros le mé-gawattheure. Dans ce contexte, "les investisseurs attendant des pré-ci-sions sur l'organisation du trafic ma-ritime dans le détroit d'Ormuz", pas-sage stratégique bloqué par la guerre, relève John Plassard, de Cité Gestion Private Bank. Or, sur place, la situation offre peu de perspectives de répit. Une série d'attaques des Houthis du

Yémen a fait 73 blessés civils dans le sud-ouest de l'Arabie saoudite, a annoncé mardi la coalition menée par Ryad, alliée du gouvernement yéménite, qui a promis une riposte contre le groupe rebelle pro-iranien. Ces attaques ont notamment visé des sites énergétiques dans le sud de l'Arabie saoudite, provoquant des incendies et un arrêt temporaire de certaines opérations, a indiqué mardi le ministère saoudien de l'Energie.

La BCE en ligne de mire

En Europe, l'attention se portera cette semaine sur la réunion jeudi de la Banque centrale européenne

(BCE), qui pourrait relever son taux de référence d'un quart de point à 2,5% pour freiner l'inflation, au plus haut depuis trois ans en zone euro. La présidente de la BCE Christine Lagarde "devra convaincre les mar-chés qu'une hausse des taux est suf-fisante pour contenir l'inflation, sans compromettre la reprise économique encore fragile de la zone euro", note Andreas Lipkow, chez CMC Markets. Elle intervient alors que les taux d'in-térêt flambent déjà partout sur le continent, en raison de la hausse des prix, de la concurrence des géants de la tech sur le marché de la dette, et des doutes croissants des investisseurs quant à la soutenabilité

financière des Etats. Vers 09H40 (heure de Paris), le taux d'intérêt à échéance de la France at-teignait 4,25%, au même niveau que la veille. Son équivalent allemand, référence en Europe, était à 3,39%, contre 3,38% la veille en clôture. Maison Pommery en hausse La maison de vins et de champagne française, en difficulté financière, a triplé sa perte nette au premier se-mestre 2026, à 4 millions d'euros, mais a annoncé une nette reprise de ses ventes de champagne en Eu-rope. Une publication bien reçue en Bourse: le titre prenait 1% à 10,15 euros.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Septembre 2026

Valeur : 09 Septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.1925	133.2075
1	EUR	EURO		154.4234	154.4674
1	GBP	POUND STERLING		179.7470	179.8157
100	JPY	JAPANESE YEN		85.3196	85.3347
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8416	19.8465
1	CHF	SWISS FRANC		164.1110	164.1700
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0500	96.0816
1	DKK	DANISH KRONE		20.6670	20.6725
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9029	13.9062
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2952	14.2988
1	AED	UAE DIRHAM		36.2616	36.2687
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4688	35.4766
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.7105	433.9007
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.4319	45.8885
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2524	14.2540
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9304	21.0375
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3248	3.3352
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.7337	182.7337

MEXIQUE

35 milliards de dollars d'investissements en IDE

Selon le ministère de l'Economie, le Mexique a reçu un montant record de 35 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) au S1 2026, en hausse de +2,1 % (en g.a.). Les nouveaux investissements poursuivent néanmoins leur baisse et ne représentent plus que 7,8% des flux.

Dans le détail et en glissement annuel, les bénéfices réinvestis ont représenté l'essentiel des IDE reçus sur la période (31 Md USD, soit 88,5% du total), en hausse de +7,1 %. À l'inverse, les nouveaux investissements (2,7 Md USD représentant 7,8% des flux) ont diminué de -13,4 %. Les États-Unis restent le premier pays d'origine des IDE, avec 48,2 % du total (16,9 Md USD, +14,7 %), devant l'Espagne (14,2 %), le Canada (5,0%), l'Australie (4,9 %) et l'Allemagne (4,7 %). La France est le 10e pays (1,8%). Enfin, l'industrie manufacturière est restée le premier secteur bénéficiaire, avec 38,6 % des IDE (13,5 Md USD, +9,3 %), portée notamment par les investissements dans les équipements informatiques, de communication et les composants électroniques (1,2 Md USD, +187,5%). Par ailleurs, Les prévisions de croissance pour 2026 ont été revues à la hausse par le consensus du secteur privé, et s'élèvent de +1,2 % à +1,3 %, selon l'enquête mensuelle d'août de la Banque du Mexique (Banxico), qui recueille le consensus de 41 groupes



d'analyse nationaux et étrangers. La prévision pour 2027 se maintient à +1,8 %. Cette stabilité traduit la prudence des acteurs face aux incertitudes internationales, en particulier les négociations en cours sur l'accord de libre-échange États-Unis-Mexique-Canada (T-MEC). Cet attentisme est illustré par le fait que 49 % des répondants jugent la conjoncture actuelle défavorable à l'in-

vestissement. Les résultats du T2 2026 ont pour leur part été légèrement révisés à la baisse par l'INEGI le 24 août, à +1,4 % g.t. (contre +1,5 % en estimation opportune) et +1,9 % g.a. (contre+2,1 %). Cette statistique marque un net rebond de l'activité, après un premier trimestre en contraction de - 0,3 % (- 0,6 % initialement).

Agence

ALLEMAGNE

Les exportations reculent en juillet, une première depuis janvier

La dynamique des exportations allemandes s'est essouffée en juillet, avec un premier repli depuis janvier, a indiqué mardi l'office statistique Destatis. Les exportations de marchandises ont baissé de 0,8% par rapport au mois précédent, à 138,2 milliards d'euros, pénalisées par une demande moins forte en provenance de la zone euro et de la Chine. Les analystes tablaient aussi sur un recul mais moindre, de 0,5%. Ce repli s'ex-

plique par une baisse des exportations de 9,5% vers la Chine, à 5,6 milliards d'euros et de 2,8% vers la zone euro, à 53,9 milliards d'euros, selon Destatis. L'économie allemande a surpris au premier semestre, les exportations ayant tiré la croissance, avec les dépenses publiques, conduisant plusieurs instituts de conjoncture allemands à revoir en hausse leurs prévisions de croissance sur l'année, à 1,4% notamment. En juillet, la première des-

tination des ventes allemandes est restée les Etats-Unis, à 14,4 milliards d'euros, soit un bond de 19,1% sur un mois, tandis que les importations en provenance de la première économie mondiale ont reculé de 8,2% sur un mois. Les importations ont dans l'ensemble diminué de 5,7% en juillet, à 116,9 milliards d'euros, faisant mécaniquement augmenter le solde positif de la balance commerciale à 21,3 milliards d'euros.

Les commandes industrielles de juillet, publiées vendredi, ont enregistré un troisième mois consécutif de progression, sur fond de climat des affaires sensiblement amélioré ces derniers mois. En revanche, Destatis a fait état lundi d'un recul de la production industrielle allemande en juillet, signe que le secteur semble désormais ressentir de plus en plus les effets des incertitudes géopolitiques mondiales.

APS

ETATS UNIS

Le diesel continue de battre des records aux États-Unis et s'approche des 6 dollars le gallon

Le prix d'un gallon de diesel aux États-Unis continue, ce lundi 7 septembre, de battre des records avant les élections de mi-mandat américaines, poussé par la guerre au Moyen-Orient qui déstabilise les flux d'hydrocarbures et le fonctionnement des raffineries du Golfe. La flambée du diesel ne s'arrête pas et bat des records aux États-Unis. Ce lundi 7 septembre, ce carburant a atteint un record à 5,90 dollars (5,1 euros) le gallon (3,78 litres), selon les données publiées par l'association automobile américaine (AAA). C'est donc plus haut que vendredi lorsqu'il avait battu le niveau de 2022 au moment de l'invasion russe de l'Ukraine. Les prix de l'énergie ont fortement progressé depuis le déclenchement par les

Etats-Unis d'une guerre contre l'Iran, Téhéran ayant notamment riposté en bloquant le détroit d'Ormuz, axe maritime majeur pour le transport de pétrole et de gaz. Après plusieurs phases dans la guerre, la reprise des attaques mutuelles depuis le 30 août a donné un nouveau coup d'accélérateur aux prix de l'énergie. Ce weekend encore, plusieurs attaques ont visé la navigation dans la région du Golfe, où le trafic maritime est toujours réduit, accentuant la tendance haussière. Par ailleurs, depuis le début de la guerre, les produits pétroliers raffinés, comme l'essence, sont plus affectés par le blocage du détroit d'Ormuz. Les navires adaptés aux transports de produits raffinés transportent beaucoup moins de barils que ceux pour le

pétrole brut, donc pour les entreprises, "le surcoût de transport grimpe à environ 50 dollars par baril", avait expliqué fin août le PDG de Totalenergies, Patrick Pouyanné. "À ce niveau-là, cela ne fonctionne tout simplement pas économiquement", avait-il ajouté. Donald Trump en difficulté à l'approche des élections de mi-mandat Les raffineries du Golfe ont subi aussi plusieurs attaques ces derniers mois. Dans le même temps les attaques ukrainiennes sur les raffineries russes ont aussi fait chuter la production de produits raffinés en provenance de cette région.

R I.

PANAMA

Par manque d'eau, baisse du trafic

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) a réintroduit des restrictions de trafic en raison de la baisse des réserves d'eau douce alimentant le canal. A partir du 3 septembre, la capacité quotidienne est réduite de 36 à 34 transits, et sera de nouveau abaissée à 32 à compter du 15 septembre. L'ACP a également réduit le tirant d'eau maximal autorisé pour grands navires empruntant les nouvelles écluses et appliquera de nouvelles restrictions si les conditions hydrologiques se dégradent en cas de renforcement du phénomène El Niño. Pour rappel, lors de la crise hydrique de 2023, le nombre de passages avait été réduit jusqu'à 22 navires par jour. Les réclamations liées aux arbitrages internationaux visant le Panama atteindraient 33 Md USD, soit l'équivalent de 94 % du budget de l'Etat en 2026. Bien qu'il ne s'agisse que des prétentions et non des sommes dues par le Panama, ces réclamations font peser un risque budgétaire sur le pays. Parmi les principaux contentieux : 3,5 Md USD sont réclamés par CK Hutchison et sa filiale PPC à la suite de la perte des concessions portuaires de Balboa et Cristobal, auxquels s'ajoutent 27 Md USD de procédures suspendues liées au contentieux sur la mine de cuivre (contrat avec le groupe First Quantum annulé par la Cour suprême en 2023). Le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) aurait demandé 7,8 M USD pour financer en 2026 la défense juridique de l'Etat dans ces arbitrages

Agence

CUBA

La Havane poursuit l'ouverture ciblée de son économie aux acteurs privés et étrangers

Face à une crise énergétique et économique persistante. Lors de la session de juillet 2026 de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), le gouvernement a annoncé plusieurs mesures concernant l'énergie, le tourisme, l'agriculture et l'investissement étranger. Le tourisme reste particulièrement affecté par les pénuries de carburant et le renforcement des sanctions américaines. Selon le Premier ministre Manuel Marrero, 73 % des établissements hôteliers sont actuellement fermés et environ 25 000 salariés placés en disponibilité. Sept chaînes hôtelières internationales ont par ailleurs cessé leurs activités à Cuba, représentant 46 % des chambres exploitées en partenariat avec des chaînes étrangères. La crise énergétique demeure l'un des principaux défis du pays, les coupures d'électricité prolongées pesant fortement sur l'activité économique. Les autorités ont assoupli les conditions d'importation et de commercialisation des combustibles par les entreprises étrangères et introduit de nouveaux avantages fiscaux pour les investissements dans les énergies renouvelables. Cuba disposerait désormais de 1464 MW de capacités renouvelables installées, soit 13,8 % de la production électrique. Dans l'agriculture, le gouvernement prévoit d'assouplir la gestion des terres, d'actualiser le fonctionnement des coopératives et d'introduire de nouvelles incitations à la production. Plusieurs ouvertures au secteur privé et aux capitaux étrangers ont également été annoncées

R I.

ESPIONNAGE ET SEMI-CONDUCTEURS

De quoi est accusé le ressortissant chinois interpellé en Belgique ?

Un ressortissant belgo-chinois est en détention préventive depuis mai, soupçonné d'avoir transféré vers une société chinoise des secrets industriels sur les semi-conducteurs en niture de gallium. Il a été interpellé à l'aéroport de Zaventem à Bruxelles, alors qu'il s'apprêtait à s'envoler pour Pékin.

Le niture de gallium encaisse des tensions bien plus élevées que le silicium, un atout précieux pour les véhicules électriques, mais aussi pour l'aérospatial et le militaire. Il s'agit d'une technologie d'autant plus disputée que les restrictions américaines sur les puces avancées poussent la Chine à sécuriser d'autres sources d'approvisionnement. Et c'est visiblement du côté de la Belgique qu'elle s'est tournée, et plus particulièrement de l'entreprise BelGaN.

Vol de propriété intellectuelle

Car les autorités du plat pays ont annoncé ce lundi 7 septembre la détention d'un homme de 52 ans, binational belgo-chinois, dans une affaire d'espionnage industriel. Placé en détention préventive, il occupait un poste de recherche senior chez l'entreprise, justement spécialisée dans la fabrication de semi-conducteurs en niture de gallium. Celle-ci a racheté son site de production à l'américain ON Semiconductor avant de déclarer faillite en juillet 2024.

Selon les procureurs, il exerçait en parallèle les fonctions de directeur d'une société chinoise fabriquant le même type de puces, une structure créée quelques mois seulement après son arrivée chez BelGaN et financée par un fonds d'investissement chinois.



Il est soupçonné d'avoir transféré illégalement vers cette société des secrets industriels et de la propriété intellectuelle. Dans le détail, les charges retenues contre lui incluent l'espionnage, la participation à une organisation criminelle, le détournement d'actifs d'entreprise et la divulgation illégale de secrets d'affaires. Un second suspect est toujours recherché à ce stade.

Pas un cas isolé

Ce n'est pas une première. À tel point que les services de renseignement documentent ce phénomène sous le nom de « Copy to China ». Le principe : investir dans une entreprise belge pour accéder à une technologie précise, puis monter une structure chinoise capable de la re-

produire à plus grande échelle. En 2022, le géant néerlandais ASML accusant une entreprise chinoise de commercialiser des produits enfreignant sa propriété intellectuelle, via une société liée à un vol antérieur de secrets industriels appartenant au fabricant d'équipements de lithographie. Plus récemment, les Pays-Bas se sont octroyé le pouvoir temporaire de bloquer certaines décisions de Nexperia, fabricant de semi-conducteurs appartenant à un groupe chinois, pour des raisons de sécurité économique. En 2016, une entreprise chinoise tentait, en outre, de racheter Aixtron, firme allemande aussi spécialiste du niture de gallium, et fournisseur de l'industrie militaire américaine. Une opération finalement bloquée par Washington.

À son tour, la Suisse veut quitter Microsoft 365

En Suisse, la Confédération lance un projet pilote pour évaluer des logiciels libres en remplacement de Microsoft 365 sur une partie de son parc informatique. Le test cible en priorité les agents qui traitent des données sensibles, dont celles du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a présenté ce projet la semaine dernière. Si les résultats sont concluants, la bascule complète des postes concernés doit être achevée d'ici fin 2027.

Une migration vers openDesk et une facture de 9,5 millions d'euros

Le pilote reprend les conclusions d'un test préalable, baptisé PoC BOSS, mené auprès de 172 employés de la Chancellerie fédérale. Ces derniers ont utilisé openDesk, une suite collaborative open source développée en Allemagne, pour leurs tâches courantes. Le traitement de texte et la messagerie ont donné de bons résultats, contrairement à la visioconférence à grande échelle, encore assurée par Teams et jugée perfectible. Le projet passe donc à une échelle un peu plus large avec 3 000 postes, soit



environ 7% des effectifs fédéraux, pour un budget de 9 millions de francs suisses (soit environ 9,5 millions d'euros). Microsoft 365 restera actif en parallèle pendant toute la durée du test. Les raisons de cette migration, rapportées par RTS, sont relativement classiques. D'abord, les lois américaines peuvent contraindre les entreprises du pays à ouvrir un accès aux autorités, même quand les données sont hébergées en Europe. D'autre part, la dépendance à un seul fournisseur étranger crée aussi un risque en cas de changement de ses

conditions d'accès. Enfin, les frais de licence augmentent chaque année sans que la Suisse ait de marge de négociation. Ce pilote découle de la loi EM-BAG, entrée en vigueur en 2024, laquelle impose aux services fédéraux de publier par défaut en open source les logiciels qu'ils développent. En décembre 2025, le Conseil fédéral a fait de la souveraineté numérique un axe prioritaire, définie comme la capacité de l'administration à remplir sa mission sans dépendre d'un fournisseur ou d'un pays extérieur. Le volet militaire a pris de l'avance sur

le volet civil : Cyber Command, l'unité de cyberdéfense de l'armée suisse, doit remplacer intégralement Microsoft 365 par openDesk d'ici... au mois prochain ! Bien évidemment la Suisse n'est pas le seul pays à avoir amorcé sa transition. En France, une partie des postes de l'administration a basculé sous Linux. Le CNRS a choisi de migrer vers LaSuite, la suite bureautique développée par la Dinum. De son côté, le Danemark a abandonné Windows et Office au profit du logiciel libre. En Allemagne, le Land de Schleswig-Holstein a déjà retiré les logiciels Microsoft de quatre postes de travail sur cinq. Microsoft met en avant son offre Sovereign Cloud. Celle-ci promet de garder les données en Europe, avec un chiffrement sous le contrôle du client. Reste que l'entreprise reste américaine, et donc soumise au Cloud Act. La firme de Redmond investit par ailleurs plus de 325 millions de francs suisses dans ses infrastructures IA et cloud du pays, en partie pour désamorcer cet argument de souveraineté.

Nvidia va acquérir Hugging Face pour 12,93 Md\$

L'opération doit apporter davantage de ressources techniques à la plateforme, dont Nvidia assure vouloir préserver l'ouverture aux différents modèles, clouds et accélérateurs. C'est désormais confirmé, Nvidia a annoncé la signature d'un accord définitif pour acquérir Hugging Face pour 12,93 Md\$. Dévoilée par Jensen Huang, fondateur et CEO de Nvidia, l'opération vise à renforcer les capacités de la plateforme dédiée aux modèles d'IA, tout en préservant son positionnement ouvert au sein de l'écosystème. Cette annonce intervient seulement deux semaines après que Hugging Face explorait encore une potentielle vente, qui aurait pu porter sa valorisation à plus de 13 Md\$. Le scénario d'une cession se concrétise donc finalement avec un rapprochement avec Nvidia, pour un montant légèrement inférieur à cette valorisation évoquée. Créée en 2016 par Clément Delangue, Julien Chaumond et Thomas Wolf, Hugging Face est devenue l'une des principales plateformes de partage et de déploiement de modèles IA. Selon Nvidia, elle compte plus de 18 millions de développeurs, chercheurs et créateurs, ainsi que plus de 200 000 entreprises utilisatrices. La plateforme héberge plus de 3 millions de modèles, 500 000 jeux de données et un million d'applications.

Maintien d'une plateforme ouverte

Dans son annonce, Nvidia indique que Hugging Face conservera son modèle de fonctionnement actuel. Les développeurs continueront à choisir les modèles, frameworks, fournisseurs cloud et infrastructures de calcul de leur choix. Le groupe précise que l'utilisation de ses propres technologies ne sera pas requise pour développer ou déployer des applications via la plateforme. L'éditeur continuera également à prendre en charge les modèles open source et open weight issus de différents fournisseurs, ainsi que les environnements multicloud et multiaccélérateurs. Nvidia affirme vouloir préserver l'ouverture qui a contribué à l'adoption de la plateforme par la communauté IA. Selon Jensen Huang, l'intégration au sein de Nvidia doit offrir la possibilité d'accroître les ressources techniques disponibles pour Hugging Face. Le constructeur évoque notamment des investissements destinés à améliorer la fiabilité de la plateforme, la sécurité, l'évaluation des modèles, les capacités d'inférence et les outils de déploiement. Nvidia souligne par ailleurs son implication historique dans l'écosystème de Hugging Face. L'entreprise affirme avoir publié plus de 500 modèles et plus de 250 jeux de données sur la plateforme, dont elle se présente comme l'un des principaux contributeurs. En retour, Hugging Face obtient l'accès à l'infrastructure, « aux ressources d'ingénierie et à la présence mondiale de Nvidia ».

Un retour spectaculaire pour les investisseurs

L'opération constitue également une réussite financière majeure pour les investisseurs historiques de Hugging Face. Depuis ses premières levées de fonds, la société a attiré de nombreux acteurs technologiques et fonds d'investissement, parmi lesquels Alphabet, Amazon, AMD, IBM, Intel, Qualcomm, Salesforce, Sequoia Capital ou encore Coatue. Selon les estimations avancées par plusieurs investisseurs de la Silicon Valley, les actionnaires pourraient se partager environ 7,3 Md\$ de gains pour un investissement total inférieur à 400 M\$. Le fonds Lux Capital apparaît comme l'un des principaux bénéficiaires de l'opération après avoir participé à plusieurs tours de financement clés. Quant aux cofondateurs Thomas Wolf, Clément Delangue et Julien Chaumond, ils pourraient récupérer plusieurs milliards de dollars au titre de leurs participations, sous réserve de la répartition finale du capital et des programmes d'actions destinés aux salariés. L'opération constitue par ailleurs le deuxième plus important deal de l'histoire de Nvidia en valeur annoncée, derrière les 20 Md\$ associés à Groq en décembre.

Clôture attendue en 2027

D'après le document transmis à la Securities and Exchange Commission (SEC), le montant de l'opération comprend environ 11,9 Md\$ versés aux actionnaires de Hugging Face ainsi qu'un programme de rétention en actions pouvant atteindre 1 Md\$ destiné aux salariés rejoignant Nvidia. La transaction reste soumise aux conditions de clôture habituelles et à l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. Nvidia indique viser une finalisation de l'opération au cours du premier semestre 2027.

VOITURE ÉLECTRIQUE

Cette étude révèle combien elle coûte vraiment face à une essence en Europe

Rouler en électrique coûte-t-il réellement moins cher que de faire le plein d'essence ? Le nouveau bilan européen de l'ICCT apporte une réponse chiffrée : en 2025, le coût d'utilisation d'une voiture électrique aurait été inférieur de 33 % en moyenne. Même sans possibilité de recharge à domicile, l'avantage subsisterait, mais dans des proportions nettement plus modestes. Et la hausse des carburants observée en 2026 pourrait encore creuser l'écart.



Il y a encore quelques temps, l'équation économique de l'électrique semblait assez simple : une voiture plus chère à acheter, mais moins coûteuse une fois sur la route. Cinq ans de baisse du prix des batteries et de développement du marché commencent pourtant à modifier la première partie de cette affirmation. C'est en tout cas l'un des enseignements de l'EV Transition Check 2026, publié par l'International Council on Clean Transportation (ICCT). L'étude ne dit pas que l'électrique est systématiquement moins cher dans toutes les situations, mais elle montre que l'écart s'est sensiblement déplacé en sa faveur.

Jusqu'à 33 % moins cher à l'usage, mais attention à la manière de charger.

Pour établir sa comparaison, l'ICCT s'intéresse aux dépenses énergétiques des voitures électriques rechargées à la fois sur des installations privées et publiques, puis les confronte à celles de modèles à essence comparables. Sur l'année 2025, l'électrique ressort avec un coût d'utilisation inférieur de 33 % en moyenne dans l'Union européenne. Autrement dit, pour 100 euros dépensés en énergie par l'automobiliste roulant à l'essence dans ce scénario, son équivalent électrique en dépense environ 67. Il faut toutefois immédiatement appor-

ter une nuance importante. La recharge domestique demeure beaucoup moins chère que les bornes ouvertes au public et participe donc fortement à cet avantage. En juin 2026, le tarif moyen européen d'une recharge publique atteignait environ 0,50 €/kWh en courant alternatif et 0,62 €/kWh en courant continu, taxes comprises. Un conducteur dépendant entièrement des bornes publiques ne profite donc pas du même calcul. Même en rechargeant que sur des bornes publiques, pourtant bien plus chère, l'avantage était encore de 5%. Le contexte de 2026 pourrait désormais accentuer la différence. L'ICCT relève qu'après le début de la crise pétrolière en février, les dépenses énergétiques associées aux voitures thermiques ont progressé de 12 à 36 % selon les situations étudiées, alors que celles des électriques sont restées plus stables.

Le prix d'achat des électriques commence lui aussi à changer

Une voiture économique à recharger peut rester coûteuse pour son propriétaire si son prix d'achat est sensiblement supérieur. C'est justement sur ce terrain que l'étude relève une évolution intéressante, en s'appuyant sur plus de 100 000 voitures commercialisées en Allemagne, premier marché automobile européen. Entre 2020 et 2025, le prix d'acquisition

des électriques y aurait diminué de 18 %, une fois corrigé l'inflation. Sur la même période, celui des voitures thermiques aurait au contraire augmenté de 2 %. Selon l'ICCT, les électriques avaient ainsi atteint en 2025 la parité de prix avec leurs équivalents thermiques dans les trois plus grands segments du marché allemand. Une conclusion qu'il faut conserver dans son périmètre : elle ne signifie pas que toute électrique est désormais aussi abordable que son équivalent essence partout en Europe. La batterie explique une bonne partie du rééquilibrage. Son coût a reculé d'environ 35 % à l'échelle mondiale entre 2020 et 2025. La baisse n'a donc pas été répercutée intégralement sur le prix des voitures, puisque celui-ci n'a diminué que de 18 % en moyenne. L'ICCT estime ainsi qu'il existe encore une marge pour faire descendre les tarifs. Ce qui est intéressant en outre c'est que l'offre s'est considérablement étoffée. En Allemagne, le nombre de modèles 100 % électriques aurait été multiplié par quatre en cinq ans pour approcher 160 références en 2025, dont environ 35 proposées sous les 30 000 €. Les petites voitures restent cependant minoritaire.

L'électrique atteint 22 % du marché européen, mais la transition reste très inégale

Ces évolutions commencent à se retrou-

ver dans les immatriculations. Au premier semestre 2026, les voitures entièrement électriques ont représenté 22 % des voitures neuves immatriculées dans l'Union européenne, soit 5 points de plus qu'un an auparavant. Leurs volumes auraient progressé d'environ 35 %. L'écart entre pays reste néanmoins considérable : la part atteint 28 % en France et 26 % en Allemagne, contre seulement 10 % en Espagne par exemple et 8,5 % en Italie. Le paysage industriel évolue lui aussi. Les motorisations thermiques représentaient encore 91 % de la production automobile européenne en 2020. Leur part était descendue à 72 % cinq ans plus tard, tandis que les électriques constituent désormais environ 19 % des voitures particulières produites dans l'Union européenne. L'infrastructure a suivi cette progression. L'Union européenne comptait environ 1,16 million de points de recharge publics en juin 2026, presque huit fois plus qu'en 2020. Les bornes rapides en courant continu d'au moins 150 kW couvraient par ailleurs 92 % du réseau routier transeuropéen TEN-T. Cela ne signifie pas que le problème de la recharge est réglé : tarifs publics élevés, disparités géographiques et disponibilité locale continuent de fortement modifier l'expérience d'un automobiliste à l'autre.

Mots fléchés

PROPRE AU TYRAN METTRE EN MÉMOIRE		DANS L'EAU DE JAVEL MUSIQUE INAUDIBLE		SIÈGE DE L'ÉVÊQUE PRONOM PERSONNEL		EMPÊCHÉ GRANDE ÉPOQUE		CLAQUERA DES DENTS		DÉPAR- TEMENT 22		RESTENT SANS RÉPONSE NÉGATION	
								DÉPARTE- MENT 69 PRÉFECTURE DU GARD					
CHAUSSURE LÉGÈRE LEXIQUE FAMILIER										PETITE MANIE FEUILLETÉ			
				LE GARÇON EN A UNE ATTAQUÉE								FIBRE DE VER	
LIVRE SAINT ACCORDS HARMONIEUX						PAS TRÈS AFFUTÉ PLANÈTE GÉANTE							
							AGENT DE LIAISON VEAUX, VACHES, COCHONS...			CADEAU FILET D'EAU			
EXCLA- MATION			FLEUR PARFUMÉE		PAS TRÈS CONCRET POSSESSIF								
								DÉPARTE- MENT 27 FIN DE ROUPILLON					DÉPAR- TEMENT 38
SUR UNE BORNE PAIRE DE DAMES			EXPLOSER LE PLUS SIMPLE APPAREIL							DÉPAR- TEMENT 48		APPARU	
					NETTOYONS LA FAÇADE								
NOTE DU CHEF	TROMPÉE DÉPARTE- MENT 07				DÉMENT DÉPARTE- MENT 15				L'ENTRÉE DE LA FORÊT POSSÉDÉS				
		DÉTECTIEZ APPRÉCIE									DÉPAR- TEMENT 81	TENNISMAN FRANÇAIS	
MUSIQUE DU MAGHREB METTENT SOUS PRESSE				OBTINSSE		BOIS BRULÉ	AU FOND DU PALAIS						
							SUIT LE DOCTEUR	A PRÉCÉDÉ LE COVID BRAMER					ILE BRETONNE
FAUTEUR DE TROUBLE SERVICE NON RENDU									DIEU COQUIN MESURE D'ANGLE				
			TAMISER VERTÈBRE							DIRECTION DE VENT			
DÉPAR- TEMENT 55		CAPITALE AU NORD DE L'EUROPE					FLOTTE				SOLDAT AMÉRICAIN		
					DÉPAR- TEMENT 59					JOUEUR DE FLUTE			

PÉTROLE

Le Brent s’approche des 100 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient en hausse, mardi, portés par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 1,48% à 98,44 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, gagnait 2,51% à 93,78 dollars.



ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

52 morts et 1908 blessés en une semaine

Cinquante-deux (52) personnes sont décédées et 1908 autres ont été blessées dans 1447 accidents de la route survenus durant la période allant du 30 aout au 5 septembre 2026 à travers le territoire national, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Saida avec 6 morts et 18 blessés dans 13 accidents, précise la même source. Durant la même période et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 4724 interventions ayant permis de sauver 3299 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1248 autres et d'évacuer 176 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant toutefois le décès par noyade en mer de 2 personnes et 5 autres dans des réserves d'eau. Les équipes de la Protection civile sont également intervenues pour l'extinction de 2109 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (198 incendies), Sétif (110) et Blida (93).

En outre, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 186 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays.

APS

SÛRETÉ D'ALGER

Saisie de plus d’un quintal de kif traité en provenance du Maroc

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé la structure criminelle d'un réseau organisé transfrontalier activant à partir du Maroc, avec la saisie de plus d'un (1) quintal de kif traité, a indiqué mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Les services opérationnels de la Sûreté d'Alger ont mené une opération de qualité ayant permis la saisie d'un (1) quintal et 30 kg de kif traité, le démantèlement de la structure criminelle d'un réseau organisé transfrontalier opérant depuis le Maroc, ainsi que l'arrestation de quatre (4) de ses membres à Maghnia et à Alger", précise le communiqué.

L'opération, menée par les éléments de la 3e circonscription de la Police judiciaire d'El Biar, s'est soldée par "l'interception et la saisie de la première cargaison de drogue à bord d'un véhicule utilitaire dans la périphérie d'Alger, alors qu'elle était en route vers l'une des wilayas de l'est du pays", ajoute la même source.

Suite aux investigations, menées sous la supervision du parquet compétent, "d'autres quantités de drogue ont été saisies dans les domiciles des suspects à Alger, avec la récupération de trois (3) véhicules et d'une motocyclette utilisés par les membres du réseau criminel pour le transport et leurs déplacements". Les mis en cause "ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Koléa", conclut le communiqué.

APS

INCENDIES/EL DJEÏCH

«Le peuple algérien a démontré qu’il forme un ensemble qui se renforce face aux épreuves»

Les récents incendies ayant affecté plusieurs wilayas du pays ont démontré que le peuple algérien forme un ensemble dont la cohésion, la force et l'unité se renforcent dans les épreuves et les difficultés, et que les liens puissants et profonds unissant ses enfants démontrent que cette cohésion étroite et solide demeurera à jamais le rempart inexpugnable sur lequel se briseront toutes les adversités et les crises, souligne la revue El Djeïch dans son dernier numéro.

Sous le titre "Un peuple fier que ni les épreuves, ni les conspirations ne peuvent briser", l'éditorial de la revue El Djeïch a rappelé que l'Algérie a été le théâtre d'une situation dramatique provoquée par des incendies de forêt en août dernier ayant affecté plusieurs wilayas de l'Est et du Centre, particulièrement celle de Jijel, soulignant que "ces incendies qui, autant qu'ils ont suscité un profond sentiment de tristesse et de douleur chez tous les Algériens, ont révélé, une fois de plus, l'authenticité de ce peuple aux racines ancestrales, fait de métal précieux, nourri du sentiment de fraternité et de solidarité".

Pour la publication, "malgré l'ampleur de la tragédie et de la douleur, cette épreuve a constitué une autre occasion de renforcement des liens de fraternité, de cohésion nationale et de consolidation de l'esprit de solidarité parmi les Algériens et n'a fait que renforcer leur résistance et leur vigueur", soulignant que "ce qu'il nous a été donné de voir dans ce vaste élan de solidarité n'est pas l'expression d'une réaction passagère, mais d'une qualité enracinée en chaque patriote algérien".

"Cet épisode a, une fois encore, démontré que le peuple algérien forme un ensemble, dont la cohésion, la force et l'unité se renforcent dans les épreuves et les difficultés, (et) que les liens puissants et profonds qui unissent ses enfants démontrent que cette cohésion étroite et solide demeurera à jamais le rempart inexpugnable sur lequel se briseront toutes les adversités et les crises, qu'il est le ciment du véritable patriotisme et la source inépuisable alimentant cette détermination à surmonter tous les défis", a souligné la même source. A ce propos, la revue El Djeïch a repris la déclaration du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, lors de sa visite à l'hôpital des grands brûlés Saïd-Chibane de Zéralda (Alger), où il s'est enquis de l'état de santé des blessés, quand il avait souligné que "notre consolation réside dans l'élan de solidarité du peuple algérien, qui nous

rend fiers d'appartenir à l'Algérie, n'en déplaie à certains", ajoutant que "ceux qui pensent autrement du peuple algérien se trompent et les analyses qu'ils font depuis longtemps sur l'Algérie sont également erronées".

En ce sens, la publication a noté que "de la matrice de ces épreuves, le peuple algérien a exprimé une des valeurs les plus profondes, ancrées dans sa conscience collective, à savoir la cohésion nationale qui a, tout au long de son Histoire, constitué un des piliers de sa force", s'interrogeant "comment en serait-il autrement, lui qui grâce à son unité et à sa libre volonté, a été l'artisan d'une Révolution libératrice glorieuse qui a été un exemple unique dans l'Histoire des Mouvements de libération et une preuve irrévocable de la capacité des peuples à remporter la victoire lorsque s'unit leur volonté autour de leur juste cause". Il s'agit, selon la publication, d'"une Révolution qui a été une véritable épopée populaire incarnant les formes les plus élevées de solidarité et de cohésion, qui se sont transformées en valeur nationale enracinée", ajoutant que "les différentes étapes traversées par l'Algérie par la suite ont prouvé qu'elle était la plus importante source de sa force et de sa capacité à surmonter les crises et à gagner des paris".

"Si hier la cohésion nationale avait constitué un des fondements de la force et de la victoire de la Révolution, cette même cohésion prend aujourd'hui une importance stratégique encore plus grande, à la lumière d'un environnement régional et international caractérisé par des mutations accélérées et l'émergence de sources de menace aussi diverses que complexes", relève la revue El Djeïch, ajoutant que "quelles que soient leurs capacités matérielles, les Etats ont besoin d'un front interne harmonieux et d'une société consciente des intérêts de sa Nation, comme ils doivent disposer d'institutions fortes opérant dans un cadre complémentaire et cohérent". "Car, autant la cohésion sociale et l'unité des rangs sont fortes, que les liens de confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat sont solides, autant la capacité de l'Etat à préserver sa stabilité et à défendre son indépendance et la souveraineté de sa décision s'en trouveront renforcées. C'est au cœur même de cette équation que réside le lien indéfectible entre le peuple algérien et son armée, l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), qui tire sa force de sa profonde appartenance à son peuple et de son lien étroit qui les unit", est-il souligné dans l'édito d'El Djeïch.

"Tout comme le peuple algérien a été et restera toujours aux côtés de son armée, le soutenant dans l'accomplissement de ses missions, l'ANP demeurera toujours aux côtés du peuple algérien, toutes les fois qu'il en aura besoin. Sa force en cela réside dans l'honneur de le servir et la loyauté sincère envers la Patrie qui requiert le dévouement de tous".

A ce propos, la publication a rappelé la déclaration du Général d'armée, Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid: "Nous réaffirmons de nouveau que, tout comme elle a été présente dans toutes les étapes décisives traversées par l'Algérie, l'ANP, digne héritière de l'ALN, reste déterminée à contribuer activement à surmonter les épreuves et les difficultés auxquelles notre pays est confronté, à l'exemple de son intervention aux côtés des citoyens face aux récents incendies. Ceci émane de sa foi profonde en la noblesse de ses missions et de son engagement devant Dieu, la Patrie et le peuple, à les accomplir avec détermination et dévouement, quelle que soit l'ampleur des défis et des enjeux".

L'édito souligne aussi que "l'Algérie, qui est restée debout, fière et altière tout au long de son Histoire glorieuse et héroïque, triomphera à coup sûr des multiples crises et différents défis. Elle ne pliera jamais face aux tourments ni aux conspirations, grâce à notre cohésion, notre solidarité et notre unité. Des principes et valeurs qui demeureront pour toujours la lanterne éclairant la voie des générations successives qui auront conscience, comme l'ont été leurs aînées, que le secret de la force et de la résistance est l'unité des rangs. Valeurs qui resteront à jamais une épine en travers de la gorge des ennemis, le pilier de la sécurité et de la stabilité et l'élément précieux de ses victoires".

L'édito d'El Djeïch conclut en affirmant que "ce qui est certain, c'est qu'au-delà de la douleur et du chagrin, les feux seront circonscrits, la fumée se dissipera et ne subsistera dans notre pays que la sécurité et la quiétude, grâce à son vaillant peuple que ne sauront briser ni les épreuves ni les complots visibles ou secrets. La terre sacrée d'Algérie, irriguée par le sang des martyrs, retrouvera sa verdure et continuera de germer et de produire, comme l'ont voulu nos glorieux Chouhada, fidèle à son passé, confiante en son présent et avançant à pas sûrs vers son avenir".

APS